

## ANNONCES

HAASENSTEIN &amp; VOGLER

Lausanne, Place de la Palud 21

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Maur, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

## PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.  
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

RÉDACTION  
ET  
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.  
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> ou du 15 de chaque mois.

## PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse.....	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale.....	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 10 centimes.

## ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

LAUSANNE, 1<sup>er</sup> septembre 1891.Le rachat du Central  
au Grand Conseil.

I

On a lu la réponse que le Conseil d'Etat du canton de Vaud a faite aux questions posées par M. Boiceau et une vingtaine de députés au sujet de l'achat du Central par la Confédération et des conséquences probables de cet achat pour le canton de Vaud, en particulier pour le Simplon.

Les termes dans lesquels le Conseil d'Etat s'est exprimé nous ont surpris. Il nous semble avoir dit des choses qu'il eût mieux valu taire ou dire autrement, et en avoir négligé d'autres qu'il eût fallu dire pour être complet.

Nous nous expliquons.

Le Conseil d'Etat critique le prix payé par la Confédération pour les actions du Central.

Il est de 30 francs de rente pour un titre qui a donné un dividende moyen de 31 fr. 40 de 1885 à 1889 et de 33 fr. en 1889 et 1890, tout en permettant à la compagnie du Central de porter, soit à ses réserves, soit à compte nouveau, 900,000 francs.

L'an dernier, la Confédération payait par 20 fr. de rente les actions privilégiées Jura-Simplon appartenant à l'Etat de Berne, dont le rendement assuré est évalué à 22 fr. 50.

Nous n'avons pas l'intention de discuter la valeur comparative de ces deux titres et du prix que la Confédération en donne. Les partisans de la nationalisation des chemins de fer ne seront pas étonnés pour démontrer, comme l'a fait M. Louis Paschoud au Conseil national, (1) que l'écart se justifie entièrement par le meilleur état dans lequel se trouve le réseau du Central et par la situation exceptionnellement favorable de ses lignes. Puis il y a le fait aussi qu'il s'agit de l'achat total d'une des lignes les plus importantes de Suisse. Car en tout ceci, il est bien entendu que la Confédération vise, non pas tant une affaire financière productive, que l'opération même de la nationalisation des voies ferrées. Si donc cette nationalisation est réputée utile, disons nécessaire au bien du pays, la Confédération peut bien aller jusqu'à payer un prix d'amateur, étant donné le pas important que l'achat du Central lui fait faire dans la voie qu'elle poursuit.

Ce que nous en disons là est pour montrer que le prix peut être discuté à perte d'haleine, suivant le point de vue auquel on se place. Il apparaît évidemment tout autre suivant qu'on est partisan ou adversaire du rachat. Mais la critique qu'en fait le Conseil d'Etat du canton de Vaud est d'autant moins déterminante que, comme l'a fait remarquer M. Ceresole, les propres représentants de l'Etat de Vaud à Berne, avec l'ensemble de la députation vaudoise, ont approuvé ce prix quand il était question d'acheter non pas encore 100,000, mais seulement 50,000 titres. Le but de cet achat partiel était cependant le même que celui de l'achat total, avec cette différence que ce dernier fait avancer la cause du rachat plus que l'achat partiel. Comme on avait trouvé le prix raisonnable

(1) Dans la séance du Conseil national du 4 juin, M. Paschoud, membre de la commission, disait : « Nous prouvons qu'au point de vue financier la Confédération ne s'engage pas trop, qu'elle fait même une bonne affaire, même meilleure que celle de l'achat du Jura-Simplon au canton de Berne. »

(Bulletin officiel, page 14.)

## FEUILLETON DE LA GAZETTE

13

## UN AN D'ÉPREUVE

par MARY FLORAN

— Oui, dit le marquis ; où voulez-vous que j'aille ? j'y resterai quelques jours, une quinzaine, sans doute, puis, quand viendront les chasses, j'irai probablement passer quelque temps chez mon oncle d'Artes, dans l'Aisne, où...

Georges n'acheva pas. Régine, pâle comme une morte, s'était levée du fauteuil où elle était assise dans une embrasure ; venant à lui, elle avait mis sa main sur son bras, et d'une voix si changée par l'émotion qu'elle en était méconnaissable, lui disait :

— Paris ! l'Aisne !... vous ne venez pas avec nous à Sormèges ?

— Non, ma chère enfant. Pas à présent, du moins, se hâta d'ajouter Georges, qui présentait un danger, mais, un peu plus tard, si votre mère veut bien m'y engager, je me ferai un grand plaisir d'aller vous voir.

— Comment ! fit encore Régine, vous me quittez ! Et pendant que la duchesse et le marquis interdisaient se regardaient anxieusement, elle voulut faire un pas en arrière et tomba lourdement sur le tapis, évanouie.

Quand elle revint à elle, elle était étendue sur le canapé où Georges l'avait portée dans ses bras vigoureux ; sa mère, à genoux près d'elle, lui faisait respirer des sels, et sa nourrice, promptement appelée, haignait d'eau vinaigrée ses tempes nausées. Son premier regard ne fut point pour elles ; des yeux, elle chercha le marquis ; il était derrière elle, à son chevet, soutenant le coussin sur lequel elle appuyait sa tête. Le déconcertant, un pâle sourire entr'ouvrait ses

pour la moitié des titres, il semble donc qu'on eût dû le trouver raisonnable à plus forte raison pour la totalité.

\*\*

En ce qui concerne plus particulièrement le Simplon, le Conseil d'Etat s'exprime comme suit :

Quoique les déclarations faites par l'honorable conseiller fédéral chef du département des chemins de fer, soit à nos députés et délégués, soit à la Chambre même, doivent nous porter à croire que l'achat du Central, amenant la fusion de cette compagnie avec celle du Jura-Simplon, renforcerait cette dernière et faciliterait l'œuvre du Simplon, et quelle que soit la grande confiance que nous ayons en cet honorable magistrat et en ses lumières, nous ne pouvons nous empêcher d'exprimer nos doutes très sérieux au sujet de cette opération.

Nous avouons ne pas comprendre la pensée du Conseil d'Etat lorsque qu'il nous dit que l'achat du Central aurait pour résultat d'amener la fusion de cette compagnie avec celle du Jura-Simplon.

Non seulement l'achat du Central n'amènera pas cette fusion, mais elle l'empêchera, au contraire, totalement et pour longtemps. Il n'est pas possible, en effet, de se figurer les conditions de la fusion d'un réseau devenu propriété nationale et administré par l'Etat avec une compagnie anonyme. C'est à peu près comme si la régie fédérale de l'alcool voulait fusionner avec la fabrique d'absinthe de Couvet. Le Conseil d'Etat nous paraît ne pas bien se rendre compte de ce que sera la condition juridique du réseau nationalisé comparée à celle des sociétés par actions qui exploitent aujourd'hui les chemins de fer suisses.

Mais il y a plus. Tandis que l'achat du Central par la Confédération rend la fusion avec le Jura-Simplon impossible jusqu'au moment où le réseau de cette dernière compagnie sera aussi entièrement nationalisé, c'est au contraire le refus par le peuple d'acheter le Central qui amènera la fusion. Ce projet de fusion est dans l'air, comme on dit. La fusion serait peut-être déjà faite si le projet d'achat par la Confédération n'était pas survenu. Le plan de MM. Goldberger, Marti et Vessaz était évidemment celui-ci : vendre 50,000 titres à la Confédération puis, celle-ci maîtresse de l'assemblée des actionnaires, fusionner avec le Jura-Simplon. Et c'est précisément pour empêcher cette fusion et conserver au Central, dont le siège est à Bâle, une administration indépendante de celle du Jura-Simplon, dont le siège est à Berne, que la direction de la compagnie a proposé au Conseil fédéral d'acheter, non pas 50,000 titres seulement, mais l'entier du réseau.

On sait que la commission du Conseil national, sous l'influence de M. Marti, et d'ailleurs conséquente avec le système dit de la pénétration suivi à l'égard du Jura-Simplon, n'a pas d'abord accepté l'offre de la compagnie et lui a préféré celle de M. Goldberger. Tandis que l'Assemblée fédérale, qui craint la trop grande influence de Berne, a préféré, après quelques hésitations, voter la proposition Soldati et substituer le procédé rapide de la nationalisation immédiate au procédé plus lent de la pénétration successive.

Mais que le peuple vienne à refuser l'achat du Central, nous verrons immédiatement M. Goldberger réapparaître et, avec les 50,000 titres qui lui seront restés, opérer la fusion. Puis celle-ci faite, la Confédération rentrera, à son tour, en scène et « pénétrera » la nouvelle compagnie Central-Jura-Simplon, comme elle

lèvres décolorées et des larmes vinrent perler au bord de ses cils soulevés.

— Ah ! Georges ! cousin Georges ! fit-elle d'une voix mourante, vous voulez me quitter !

— Mais non, ma chère petite, ce n'est pas vous quitter que d'aller passer quelques jours chez moi ou chez mes parents ; ensuite j'irai vous voir sans doute...

— Certainement, interrompit brusquement la duchesse jetant à Georges un regard suppliant qui lui demandait de ne pas la démentir, certainement il viendra, et pour longtemps ; suis tranquille, nous saurons le retenir, il n'a rien à faire, il peut bien nous consacrer la plus grande partie de son temps ; s'il désire chasser, il chassera à Sormèges, n'est-ce pas, mignonne ? Es-tu contente, ainsi ?

— Oui, dit Régine alanguie, je serai contente s'il y consent ; mais voudra-t-il, il ne dit rien ?

Impatiente de la réserve que gardait Georges, la duchesse, cette fois, ne se contenta plus d'un coup d'œil, elle appuya sa main sur le bras du jeune homme pour attirer son attention et bien lui faire comprendre son désir, et lui dit :

— Voyons, Georges, répondez à cette enfant, n'est-ce pas que vous viendrez ?

— Assurément ! fit le marquis, qui ajouta gaieusement : je n'attendais pour cela que votre invitation, duchesse ; seulement Régine me donnera bien les quelques jours de liberté dont j'ai absolument besoin.

— Combien ? dit la jeune fille avec un joli ton d'enfant gâté qu'elle commençait à prendre, maintenant qu'elle voyait tout le monde soumis à ses volontés.

— Mettons trois semaines, fit Georges.

— Oh ! dit seulement Régine, laissez retomber ses bras dans un accablement pénible.

Et ses yeux, de nouveau, se remplirent de larmes.

— Voyons, ma petite Régine, dit le marquis doucement, il faut être pourtant raisonnable ; vous devez comprendre que j'ai mes affaires, mes parents, mes amis, et que je ne puis tout abandonner pour

à déjà pénétré le Jura-Simplon il y a un an. Aux termes de l'arrêté fédéral du 27 juin 1890, le Conseil fédéral pourra peut-être même se livrer à cette opération sans consulter à nouveau l'Assemblée fédérale. Ce plan est connu. Il est, au reste, dans la nature des choses. Et le Conseil d'Etat le connaissant aussi bien que le public, nous ne comprenons pas qu'il l'arguement de la fusion comme d'un fait préjudiciable au Simplon, auquel le canton de Vaud pourrait s'opposer en rejetant l'achat du Central, réseau entier.

En réalité, la question nous paraît se poser, dans les circonstances actuelles, non pas entre ces deux termes extrêmes : rachat ou statu quo, mais entre ces deux autres termes : rachat ou fusion.

\*\*

Raisonnant dans le même ordre d'idées, le Conseil d'Etat poursuit en ces termes :

Comme il (le rachat) serait inévitablement suivi d'opérations semblables aboutissant à bref délai à la nationalisation complète de notre réseau suisse, l'achat du Central aurait pour conséquence de transporter la responsabilité des décisions concernant le percement du Simplon de la direction de la compagnie intéressée et du Conseil fédéral, tous deux très désireux de voir aboutir l'œuvre, aux Chambres fédérales et par elles au peuple suisse dont la volonté ne nous est pas connue et pourrait ne pas être toujours aussi favorable à nos intérêts que les autorités aujourd'hui responsables.

Encore ici nous ne comprenons pas.

Devant le peuple suisse la cause du Simplon est plaidée et jugée. Il a voté — contrairement à l'avis du gouvernement vaudois — la subvention fédérale de 4 1/2 millions au Simplon. Il n'a pas à y revenir. Et nous ne voyons pas bien sous quelle forme la question du Simplon pourrait encore lui être soumise dans l'avenir, ni surtout en quoi la possession ou la non possession du Central par la Confédération pourrait avoir à cet égard quelque influence. Quant à l'Assemblée fédérale, rien ne peut se faire sans elle. Que le Central soit propriété fédérale, qu'il soit fusionné avec le Jura-Simplon ou qu'il demeure compagnie privée, la situation est la même. Pour percer le Simplon, il faut nécessairement une convention avec l'Italie. Or, à cette convention et sous quelle forme qu'elle se présente, il faut la ratification de l'Assemblée fédérale. Celle-ci sera donc nantie en tout état de cause. Elle devra l'être si possible plus nécessairement encore si la Confédération devait coopérer directement à l'opération du percement et y engager ses finances en qualité de constructeur.

\*\*

La conclusion finale de la réponse du Conseil d'Etat est ainsi conçue :

En ce qui concerne plus particulièrement le canton de Vaud et le percement du Simplon, nous estimons que l'intérêt de notre canton exige que le rachat des chemins de fer n'ait lieu qu'après que tous les engagements qui ont été pris à notre égard auront été tenus et, en tout état de cause, seulement après que le peuple suisse se sera prononcé formellement sur le principe même.

Il faut encore écarter du débat le deuxième terme de ces conclusions, soit le prononcé du peuple sur le principe même de la nationalisation. Ce principe est singulièrement compromis depuis qu'aux applaudissements et avec la coopération du gouvernement vaudois et de ses agents directs ou indirects, la Confédération est devenue co-propriétaire du Jura-Simplon. C'est alors — nous l'avons dit souvent — qu'il eût fallu soumettre au peuple le principe. Maintenant il est trop tard et la discus-

sion ne peut plus raisonnablement porter qu'entre les deux modes de nationalisation : rachat ou pénétration. C'est sur ce dernier mode que le peuple prononcera si la demande de referendum aboutit, ce qui paraît hors de doute et dépend d'ailleurs du gouvernement vaudois. Il n'a qu'à lancer l'Association démocratique à la cueillette des signatures et, avec l'aide du gouvernement de Fribourg, les 30,000 seront vite trouvées.

Au surplus, pour ce qui concerne plus particulièrement le Simplon, la réserve formulée en faveur d'un vote du peuple sur le principe même du rachat ne signifie pas grand-chose. C'est le fait qui importe et non pas de savoir s'il aura été accompli par un simple arrêté de l'Assemblée fédérale ou aux termes d'un arrêté consacré par un plébiscite. Pour le Simplon, c'est bonnet blanc ou blanc bonnet.

Reste cette autre condition que le rachat n'ait lieu « qu'après que tous les engagements pris à notre égard auront été tenus ».

En somme, toute la réponse du Conseil d'Etat est dans ces quelques mots : l'intérêt vaudois exige qu'avant tout rachat ultérieur, le Simplon soit percé.

Nous verrons dans un prochain article ce qu'il en faut penser et si, dans l'état actuel des choses, il est encore possible au gouvernement vaudois de poser cet ultimatum : Pas de Simplon, pas de rachat.

## La presse suisse.

Quelques journaux suisses discutent la réponse du gouvernement vaudois à l'interpellation de M. Boiceau.

Il est intéressant pour nous de connaître l'impression qu'elle a produite sur nos confédérés.

Voici d'abord la Nouvelle Gazette de Zurich :

Le plan poursuivi par M. Marti était la fusion du Central et du Jura-Simplon. Ces deux réseaux fusionnés puis nationalisés devaient servir de base à l'organisation générale des chemins de fer suisses. Il est clair que ce plan donnait une grande prépondérance à Berne et à la Suisse occidentale au préjudice de la Suisse orientale. C'est pour ce motif que nous avons préféré l'achat du Central entier à l'achat des 50,000 actions seulement.

On sait que la Suisse occidentale ne considère toute la question de la nationalisation qu'au point de vue du Simplon. La réponse du gouvernement vaudois à l'interpellation confirme cette manière de voir, mais ce qui est surprenant, c'est que ce gouvernement s'imaginerait que le Simplon sera plus vite percé si le centre de gravité de la nationalisation se trouve à Berne dans les lignes fusionnées que si, ensuite du rachat, c'est à l'Assemblée fédérale, c'est-à-dire aux représentants de toute la Suisse, qu'il appartient de statuer. D'où cette conclusion qu'il ne doit être procédé à la nationalisation que le percement du Simplon assuré.

Il nous semble que M. Ceresole a eu raison de faire observer que la situation serait pour le Simplon la même, que le Central soit fusionné ou racheté. Dans les deux cas, la Confédération tiendra ses engagements. Quand et où la Confédération a-t-elle jamais manqué à sa parole ? Ou bien s'imaginerait-on que la Confédération fera davantage pour le Simplon si elle n'est actionnaire que du Jura-Simplon ?

Pour la Suisse centrale et orientale, la situation est claire et nette : Nous devons acheter le Central afin qu'il soit procédé à la nationalisation non pas dans des intérêts locaux et partiels, mais dans l'intérêt de toute la Suisse et sans le boulet du Simplon. Si l'achat du Central était rejeté par le peuple, il est probable que la fusion primitive, d'après le plan de Berne, se ferait tout de même et qu'ainsi le centre de gravité de la nationalisation se serait placé précisément là où, dans l'intérêt de la Suisse orientale, nous désirons qu'il ne soit pas.

— Probablement, dit la duchesse vivement, pour ne pas laisser au marquis le temps de répondre.

— Et après ?

Après nous retournerons à Paris, où il habite aussi, tu le sais bien.

— Oui, mais encore après ?

— Eh bien ! fit la duchesse gaiement, regardant Georges et souriant, d'ici là nous tâcherons de trouver un moyen pour qu'il ne nous quitte plus.

Le marquis la remercia du regard, mais n'insista pas. Dès le premier jour madame de Sormèges lui avait fait promettre de garder fidèlement, même envers Régine, le secret des projets d'union qui avaient été ébauchés entre eux : « S'ils aboutissent, lui avait-elle dit, si ma décision est favorable à vos désirs, elle sera heureuse de leur réalisation ; mais si quelque chose, se mettant entre nous, fut-ce même mes réflexions, nous séparait, elle en souffrirait. Epargnons-lui donc cette incertitude. »

Georges avait respecté le vœu de la duchesse, et ce jour-là, devant l'espoir nettement formulé que, pour la première fois, elle lui donnait, il eut la surprise de sentir autant de joie à la pensée qu'il ne serait pas séparé de Régine, qu'à celle d'épouser sa mère. Il eût été bien plus étonné encore s'il avait su qu'en lui accordant cette espérance formelle, la duchesse n'avait songé qu'à Régine, dont elle voulait assurer la guérison et le bonheur en lui donnant pour père celui qu'elle aimait tant.

Quand la jeune fille, rassurée, enfin, par sa mère et le marquis, fut un peu remise, sa nourrice l'emmena dans sa chambre pour relever ses cheveux, dénoués dans sa chute.

Restée seule avec M. d'Artes, madame de Sormèges s'approcha de lui et, lui tendant la main :

— Me pardonnez-vous, Georges, d'avoir ainsi disposé de vous en promettant à Régine que vous viendriez à Sormèges ?

— Vous savez bien, duchesse, répondit sérieusement le marquis, que ma vie vous appartient.

Ils n'ajoutèrent point un mot : ces deux êtres étaient

Tel était notre point de vue déjà avant les catastrophes de Monchenstein et de Zollikofen. Ces deux événements n'ont fait que nous confirmer dans l'opinion que la direction du réseau suisse nationalisé ne doit pas appartenir au Jura-Simplon. Nous n'avons pas combattu la fusion de la S.-O.-S. et des lignes du Jura ; c'était l'affaire de la Suisse-Occidentale. Mais que cette fusion commande à toute la Suisse, c'est à quoi nous nous opposerons toujours.

La Berner-Zeitung, organe de M. Marti et du gouvernement bernois, est plus vive encore. Elle avait fait, de concert avec la Revue, la fameuse campagne de la fusion, dont son inspirateur le plus autorisé était, avec M. Vessaz et M. Goldberger, le plus ardent promoteur. Aussi n'est-ce pas sans un très vif étonnement que nous avons trouvé hier dans cette feuille l'article suivant, intitulé : *La politique ferrugineuse vaudoise* et portant comme épigraphe : *Amicus Plato, amicus Aristoteles, sed magis amica veritas* :

Nous avons lu avec un douloureux regret la réponse du Conseil d'Etat du canton de Vaud à l'interpellation Boiceau. Nous nous sommes demandés d'abord si nous devions accuser notre position vis-à-vis d'amis politiques. Mais, plus nous y avons réfléchi, plus il nous a paru comme un devoir impérieux de nous élever nettement contre la politique ferrugineuse du rapport du Conseil d'Etat. Nous taisons manquer à notre devoir.

Parmi les nombreuses suppositions dont parle le Conseil d'Etat, il n'y en a pas une seule qui soit juste. Le tout est un tissu de sophismes.

« Entrée dans nos chemins de fer. » Qu'est-ce que ça veut dire ? Est-ce que le Conseil d'Etat vaudois s'imaginerait que l'achat des actions du Jura-Simplon ait été une « opération de caisse » ? S'il a la pénétration de la croire, il est seul de son avis. Quel intérêt aurait poussé la Confédération à acheter ces titres, sinon l'intention prochaine de commencer la nationalisation des chemins de fer ? De là, les démarches faites, de l'entraîne de la Suisse entière, parce qu'on savait que cette fois c'était sérieux. Le rapport du Conseil d'Etat parle d'une influence bienfaisante que la Confédération devait exercer comme gros actionnaire. On ne peut méconnaître quelle devait être la nature de cette influence. La Confédération possède dans la législature fédérale les compétences nécessaires pour faire l'ordre en ce qui touche le trafic et la sécurité du service. Il ne lui manque que de pouvoir parler à l'impératif au lieu de parler au conditionnel. Elle n'a pas besoin pour cela de s'accorder le coûteux plaisir de devenir actionnaire.

En un mot, toute cette première partie du rapport vaudois qui entreprend de caractériser la position de la Confédération vis-à-vis des chemins de fer est une prémisse sans conclusion, un fruit mal mûr, une affirmation non réfléchie.

Pourquoi donc le Conseil d'Etat vaudois se prononce-t-il contre le rachat du Central ? Il dit qu'il redoute qu'il place les intérêts du Simplon à l'arrière-plan. Il est trop perspicace pour le croire. Si quelque chose peut remettre le Simplon en question et l'ajourner aux calendes grecques c'est le rejet de l'achat du Central, le retard apporté à la nationalisation des chemins de fer. M. Ceresole qui, une fois encore, a montré qu'il dépasse de plus d'une tête tous les hommes politiques vaudois par sa clairvoyance et son patriotisme suisse, a dit très justement : Si quelqu'un peut mettre le Simplon sur ses pieds, c'est la Confédération, le concours fédéral, le crédit fédéral. Le Conseil d'Etat vaudois ne veut pas le comprendre. Comptons un peu. Il faut quatre-vingts millions pour percer le Simplon. Trente millions doivent être convertis par des subventions. Cinquante millions seront demandés à des actionnaires et obligataires. Est-ce que une société dont les actions sont à 140 francs au lieu de 200 francs et n'ont jamais reçu un centime de dividende peut, sans le secours d'autrui, obtenir la souscription de 25 millions de francs d'actions nouvelles ? On n'en souscrirait pas une seule ? C'est cela qu'aurait dû dire le Conseil d'Etat vaudois. Constatons-le : c'est le Conseil d'Etat vaudois qui a rangé le percement du Simplon dans la liste des questions à ne pas résoudre. A lui la faute, à lui seul.

## XII

Georges fut douze jours avant d'aller à Sormèges. Il avait menti effrontément à la duchesse et à Régine, rien ne l'appelait ni ne le retenait à Paris, mais il avait voulu se reprendre un peu lui-même et, pour cela, vivre quelques jours loin de ces deux femmes auxquelles il était également attaché, quoique par des liens différents ; car il sentait sa vie s'identifier si formellement à la leur que la crainte le prenait, si quelque obstacle imprévu le séparait d'elles, d'un déchirement épouvantable. Il ne voulait pas trop s'habituer au bonheur qu'il trouvait entre elles deux, de peur de le voir lui échapper et le laisser sans force et sans but.

Mais cette épreuve, à laquelle il se soumit volontairement, lui coûta beaucoup ; on le voyait errer comme une âme damnée, du loir au cercle, du cercle au théâtre, avec un air désespéré qui donnait fort à penser à ceux de ses amis qui avaient deviné son inclination pour madame de Sormèges. Etait-il donc éconduit, se demandait-on, pour avoir si pitoyablement ? Mais lorsqu'on apprenait de lui, car il ne cachait rien, n'ayant rien à cacher, son prochain départ pour Sormèges, on présumait alors que sa passion pour la belle duchesse avait dû redoubler d'intensité, puisque quelques jours de séparation le rendaient morose à ce point.

Comme presque toutes les conjectures, celles-ci étaient fausses ; ce n'était pas de la duchesse que Georges s'ennuyait le plus, c'était de Régine ; cette charmante enfant lui manquait à un point indicible.

[A suivre.]



A cette occasion, nous devons rectifier une lourde erreur du gouvernement vaudois. Il n'a jamais été question d'une fusion entre le chemin de fer racheté et le Jura-Simplon. Au contraire : il en résulterait une situation difficile et un retard pour la nationalisation. La fusion aurait été possible sur la base de l'achat des 50,000 actions. M. Welti appelait cette solution « le grand pas », tandis qu'il appelait l'achat complet du Central « le moindre pas », pour conduire à la nationalisation complète par une série de phases successives. Et cependant l'achat du Central serait un progrès important vers ce but et c'est pour cela qu'il est désirable.

Mais le Conseil d'Etat vaudois veut-il la nationalisation ? Les dieux le savent. Lui-même, croyons-nous, ne le sait pas...

Il reconnaît bien que les choses ne peuvent pas marcher plus longtemps de la sorte et consent à une réforme. Mais il veut auparavant une chose. Il parle d'engagements que la Confédération aurait pris à l'égard du canton de Vaud et exige qu'ils soient tenus au préalable. Quand nous avons entendu ce langage, nous avons involontairement pensé au gamin qui a un morceau de pain dans chaque main et se fâche parce que sa main en coupe un troisième pour son frère.

N'est-ce pas vraiment un langage provocateur (*protzig*) que celui du Conseil d'Etat, exigeant que la nationalisation des chemins de fer attende, dans toute la Suisse, jusqu'à ce qu'on ait mis sous toit le Simplon pour messieurs les Vaudois ?

N'est-ce pas un langage inconvenant dont se sert le Conseil d'Etat vis-à-vis du peuple suisse, en mettant en doute que celui-ci tienne la parole donnée et prête la main au percement du Simplon ? A-t-on le droit de parler de la sorte du peuple suisse ? Messieurs du canton de Vaud, les 4 millions et demi sont à votre disposition. La Confédération tiendra sa parole. Elle travaillera de toutes ses forces pour le Simplon. Faites ce qui dépend de vous. Il vous appartient de faire voter à nouveau les subventions périmées ; il vous appartient de seconder la nationalisation et de favoriser ainsi le Simplon. Votre perspicacité a été impuissante à surmonter des hésitations mesquines.

Un homme d'Etat considéré nous disait naguère : « On en serions-nous si les choses avaient toujours marché au gré des Vaudois ? » Prenons la question par l'autre bout : « On en sommes-nous venus, en nous figurant qu'il était nécessaire de contenter le fédéralisme et l'égoïsme vaudois et de leur faire concession sur concession ? » Il faudra en revenir. Nos amis radicaux vaudois nous y forcent. Le mot d'ordre du parti libéral suisse doit être : « Au-dessus de vous et malgré vous. »

Comme épilogue de la fusion, ce langage est instructif. Nous sommes curieux de savoir ce que le journal vaudois qui l'a patronné va répondre.

## Les études pour le Simplon.

Berne, 31 août.

Le rapport comprenant les devis et le plan financier relatifs au percement du Simplon vient de paraître.

Le coût du tronçon Brigue-Iselle, y compris le tunnel, dont le coût est fixé à 67,270,000 francs avec intérêts intercalaires au 4 0/0 pendant la durée de la construction, déduction faite de 30 millions de subvention, est de 80 millions. Cette somme se décompose ainsi :

Frais de construction de la voie d'accès nord de Brigue à l'entrée du tunnel, compris la nouvelle gare de Brigue	Fr. 1,970,000
Frais de correction du Rhône	220,000
Frais de construction de 19,731 m de tunnel, côté nord, à deux voies, côté sud deux tunnels à une voie	67,270,000
Tranchée à Iselle	23,000
Frais généraux	2,115,000
<b>Total</b>	<b>Fr. 71,600,000</b>
A déduire les subventions	30,000,000
<b>Total</b>	<b>Fr. 41,600,000</b>

Intérêts intercalaires en prévision d'une durée de construction de 8 1/2 ans

25	en obligations.
30	subventions.

Fr. 50,000,000

Le produit net du tunnel du Simplon, compris l'augmentation des recettes, sur les lignes d'accès, soit sur le réseau de l'ancienne Suisse-Occidentale, est évalué à 2,838,780 fr. Cette somme capitalisée donne 56,775,000 fr., en sorte qu'on pourra fixer à ce chiffre le capital à obtenir de la souscription pour l'exécution. Cette somme est réduite à 50 millions en raison de la disposition du traité de fusion entre la S.-O.-S. et le J.-B.-L. à teneur de laquelle la compagnie du Simplon n'est tenue, vis-à-vis des gouvernements suisses intéressés au percement du Simplon, à exécuter cette œuvre que lorsque les subventions auront atteint le chiffre de 30 millions.

Il serait émis 25 millions en actions.

25 en obligations.

30 subventions.

Total 80 millions.

Les actions seraient émises comme actions ordinaires du J.-S. à 500 fr. Elles recevraient 4 0/0 pendant la période de construction, évaluée à 8 1/2 années ; les actionnaires n'auraient vote délibérative que pour les affaires relatives à la construction du chemin de fer du Simplon. Les obligations seraient garanties par hypothèque.

En ce qui concerne les subventions, les conditions de paiement sont encore à déterminer avec les subventionnaires, qui auraient une part au bénéfice net et un droit de coopération à l'administration de l'entreprise.

La partie technique du rapport porte la signature de M. Dumur, directeur, et de M. Marti, président de la direction des chemins de fer du Jura-Simplon.

## NOUVELLES POLITIQUES

Il avait été question, à Paris, de débaptiser, par égard pour la Russie, le boulevard de Sébastopol. Les *Nososti*, de St-Petersbourg, écartent cette idée. « Le souvenir de Sébastopol, dit le journal russe, est trop glorieux pour la Russie pour qu'elle puisse désirer qu'on efface ce nom. »

Le congrès des catholiques allemands s'est ouvert dimanche à Dantzig ; après les « Hoch ! » d'usage en l'honneur de Léon XIII et de Guillaume II, proposés par le président, comte Ruhrberg, et quelques paroles du baron de Schorlemer-Alst, on a entendu l'éloge funèbre de Windthorst. Cependant, quelque sceptique aurait pu faire remarquer que déjà l'on commence à s'écarter de ses préceptes et que l'union la plus parfaite ne règne plus dans la parti : en effet, à la suite de discussions et de querelles assez vives, les catholiques polono-prussiens ont déclaré s'abstenir du congrès de Dantzig ; ils se réuniront à Thorn à la fin du mois de septembre. Il est assez curieux que la bienvenue ait été souhaitée à Dantzig, au congrès,

par M. Baumbach, député progressiste, qui occupe aujourd'hui les fonctions de premier bourgmestre de la ville.

Le 31 août est l'anniversaire de la mort de Lassalle.

Dans plusieurs villes allemandes, les socialistes avaient résolu de donner à la célébration de cet anniversaire un éclat particulier, en manière de protestation contre la célébration de l'anniversaire de la bataille de Sedan. Quelques-uns d'entre eux avaient même proposé de rejeter la commémoration de la mort de Lassalle au 2 septembre, pour mieux faire ressortir le sens nouveau qu'on veut attacher à la fête ; mais cette proposition n'a été accueillie que dans quelques centres révolutionnaires, et non sur toute l'étendue de l'empire.

A Berlin même, quelques associations socialistes ont déjà célébré la fête de Lassalle le 29 août ; d'autres le 30. On a fait, au son des tambours et des trompettes, des excursions vers divers points des environs de Berlin ; on a banqueté et prononcé de nombreux toasts ; la journée s'est terminée par la danse.

On écrit de Strasbourg au *Temps* :

« L'empereur se propose de chasser cet hiver dans les forêts des Vosges, et le Domaine lui fait réserver plusieurs portées très importantes où se trouvent des cerfs, des chevreuils, des sangliers et aussi des coqs de bruyère. Ces chasses seront entourées de clôtures, et déjà le Struthwald, dans la vallée de la Bruche (arrondissement de Molsheim), vient d'être ainsi englobé dans ces territoires réservés, qui s'étendent depuis Haslach jusqu'au Nideck. On s'attend pour octobre ou novembre à une visite de l'empereur dans ces parages. »

Le *Capitan Fracassa* publie une entrevue avec un cardinal. Celui-ci a déclaré que le prochain concile sera tenu à Rome, à moins que l'Italie ne soit en révolution. Quant aux résultats de l'élection tout est possible. Mais, si le choix du concile venait à tomber sur un étranger, ce serait tant mieux pour l'Italie, qui n'aurait plus de ménagements à garder avec le nouveau pape et pourrait s'en débarrasser. Le cardinal Lavigne n'a pas de parti dans le Sacré-Colège, qui le trouve trop bruyant et se rappelle les paroles de Pie IX le concernant ; Le brave Africain, nous le ferons évêque, mais qu'il tienne sa langue. Le cardinal qui a le plus de chance est le cardinal Monaco de la Vallette, un vrai saint. Le cardinal Patrocchi avait des chances il y a six mois, aujourd'hui, il a perdu du terrain et ses amis ont diminué.

Ces renseignements sont suspects ; les cardinaux n'ont pas l'habitude de confier leurs secrets pensées aux journalistes, aux rédacteurs du *Capitan Fracassa*, organe anti-catholique de M. Crispi, moins encore qu'aux autres.

## Les événements du Chili.

Voici les dernières dépêches publiées par les journaux de New-York et transmises en Europe par le câble transatlantique.

Valparaiso, 29 août.

Les congressistes, sans perdre de temps, se sont mis à réparer le chemin de fer de Valparaiso à Santiago. Ils ont ordonné la concentration de leurs troupes, ont organisé le transport de 4000 hommes et ont chargé le général Baquedano de marcher aussitôt sur Santiago.

Mais, dès la première heure, ce matin, les chefs balmacedistes de Santiago ont demandé à entrer en pourparlers afin de traiter des conditions de la capitulation. Les congressistes leur ont aussitôt délégué le général Baquedano, ancien général en chef de l'armée du Chili. Après cette conférence, la capitale est passée au pouvoir de la junte congressiste, qui enverra sous peu ses officiers et ses fonctionnaires à Santiago et, dans quelques jours, fera passer le gouvernement provisoire légal chargé de pacifier et de réorganiser le pays.

La flotte congressiste est entrée ce matin dans la baie de Valparaiso. Les marins ont été accueillis avec enthousiasme à leur entrée dans la ville.

M. Monti, chef de la junte, est arrivé avec la flotte ; il a pris la direction des affaires. Son premier soin a été de s'occuper de la capitulation de la capitale, encore occupée par les balmacedistes. Les amiraux étrangers, avec M. Martinez, ont été chargés de la surveillance de la ville.

MM. Monti, Martinez, les amiraux et M. Viel, ancien gouverneur de la ville, ont tenu une conférence. M. Monti a exigé la capitulation sans conditions, les officiers, les soldats devant se constituer prisonniers et les fonctionnaires civils devant rester à la merci des vainqueurs.

M. Martinez restera gouverneur en attendant l'arrivée de la junte d'Iquique qui réglera les dernières conditions.

Depuis leur entrée à Valparaiso, les congressistes ont fait preuve d'une discipline remarquable. Ils se sont efforcés de maintenir le bon ordre, ce qui est extrêmement difficile, la ville étant remplie de soldats débandés et de malfaiteurs.

Les rues sont le théâtre d'émeutes et de combats fréquents et même de meurtres et de tentatives d'incendie.

Les amiraux étrangers ont posté des soldats d'infanterie de marine dans les divers consuls, tout prêts à agir si cela devenait nécessaire.

M. Balmaceda est toujours introuvable. On sait seulement qu'il est parti de Valparaiso pour Talcahuana, et on croit qu'il a réussi à se réfugier à Montevideo.

Le général del Canto a fait son entrée solennelle à Santiago, à la tête des troupes congressistes. Les maisons qui possédaient dans cette ville M. Balmaceda et autres fonctionnaires du gouvernement déchu ont été détruites par les congressistes.

A part cela, à la date d'hier, tout était calme, tant à Santiago qu'à Valparaiso.

Valparaiso, 30 août.

Les congressistes doivent en grande partie leur succès à l'habileté et à l'expérience du colonel Körner, venu d'Allemagne pour enseigner à l'armée chilienne la tactique moderne. A la suite de dissentiments avec les balmacedistes, le colonel Körner était passé du côté de l'opposition.

Les combats autour de Valparaiso ont été terribles, on lutait avec rage. Les corps des généraux Alzoreca et Barbosa ont été retrouvés affreusement mutilés.

Dans la nuit qui a suivi la bataille, quatorze propriétés, appartenant à des partisans de Balmaceda, aux environs de la ville, ont été pillées et incendiées. Les pertes sont de deux millions de dollars.

Toute la nuit, la ville a retenti de coups de feu, et le matin on a trouvé dans les rues les cadavres de 200 pillards qui avaient été passés par les armes.

On a enrôlé une garde civique volontaire, composée de membres de la colonie étrangère. L'ordre est actuellement complètement rétabli.

Balmaceda a remis le pouvoir au général Baquedano ; puis a eu lieu la reddition.

On dit aujourd'hui qu'avant l'occupation de Santiago par les congressistes, il y eut de sérieuses émeutes ; plusieurs maisons, appartenant à Balmaceda et à ses partisans, ont été brûlées par la populace furieuse.

La remise du pouvoir s'est effectuée dans un conseil de guerre auquel assistaient Balmaceda, ses généraux et ses principaux partisans.

Le colonel Chanasal a été envoyé à Santiago où il aidera les troupes du général Baquedano à maintenir

l'ordre et préparera les quartiers pour 2000 hommes de troupes.

La situation à Santiago est pitoyable. Des bandes de voleurs, chassés des environs, cherchent à y entrer et se livrent au pillage et à l'incendie. Un cordon de troupes empêche les gens dangereux de pénétrer dans la ville.

## INFORMATIONS DIVERSES

Le juge d'instruction a rendu son ordonnance dans l'affaire de la catastrophe de Saint-Mandé.

Le mécanicien Caron et M. Deguerio, sous-chef de gare de Vincennes, sont renvoyés en police correctionnelle.

L'inculpation vise l'art. 19 de la loi de 1845 sur les chemins de fer. Cet article est ainsi conçu :

Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois ou règlements, aura involontairement causé, sur un chemin de fer ou dans les gares ou stations, un accident qui aura occasionné des blessures sera puni de huit jours à six mois d'emprisonnement et d'une amende de cinquante à mille francs. Si l'accident a occasionné la mort d'une ou de plusieurs personnes, l'emprisonnement sera de six mois à cinq ans et l'amende de 300 à 3000 fr.

L'affaire viendra le 21 septembre devant la neuvième chambre.

Le *Figaro* croit savoir qu'à la suite de rapports envoyés au ministère de la guerre par deux attachés militaires à l'étranger, une commission spéciale, dont la composition reste secrète, a été chargée d'étudier un projet pour l'adoption de boucliers portatifs pour protéger l'infanterie aussi efficacement que possible contre la puissance meurtrière des projectiles lancés par les nouveaux fusils. Cette commission a déjà préconisé l'emploi d'un bouclier de bronze composé de quatre-vingt-dix parties de cuivre et dix d'aluminium, possédant une résistance à la pénétration trois fois plus forte que celle de l'acier et qui pourrait être facilement augmentée. L'épaisseur de cet engin peut varier de six à dix-huit millimètres. Ce qui est certain, c'est que l'état-major général allemand a fait une commande à l'essai d'un type de bouclier portatif dû au capitaine danois Holstein et expérimenté au polygone d'Amager.

Du 14 juin au 28 août, c'est-à-dire en 75 jours, nous avons eu à enregistrer 64 accidents de chemins de fer, qui ont fait 280 morts et 990 blessés. Pendant cette série noire, les chemins de fer ont donc tué en moyenne 4 personnes par jour et en ont blessés 13.

Les difficultés financières contre lesquelles luttent les chefs de plusieurs grandes maisons de l'aristocratie romaine auront du moins pour le public un avantage. Le gouvernement a été saisi de la question de la vente et de l'exportation des œuvres d'art et monuments archéologiques qui forment parfois le plus clair de l'actif de ces illustres faillis. Il se trouve que la réalisation en est rendue difficile, pour ne pas dire impossible, par la complication des lois qui président à l'exportation des œuvres d'art. Dans les diverses parties de l'Italie, il existe autant de législations à ce sujet qu'il y avait d'Etats particuliers avant 1860. A Rome, c'est l'édit Paez ; à Florence, un décret grand-ducal ; à Naples, une ordonnance des Bourbons ; dans le Milanais et la Vénétie, un rescrit assez libéral des Habsbourg. Le gouvernement italien s'est décidé à présenter un projet de loi uniforme en vertu duquel l'exportation des œuvres d'art, objets dits de « vertu » (curiosités) et des antiquités sera autorisée moyennant acquiescement d'un droit de 10 0/0 et si, dans un délai de trois mois après notification de l'intention de vente, les autorités italiennes n'exercent pas leur droit de préemption.

## Le général de Gallifet.

Albert Delpit, dans le *Figaro*, raconte l'anecdote suivante sur le général de Gallifet :

Un soir, vers le 25 mars 1871, M. Thiers fait venir le général de Gallifet et lui dit : « Vous allez prendre quatre escadrons et vous rendre au pont des Bergeries. Il y a là deux ou trois cents gardes nationaux qu'il faut enlever haut la main. » (Bien entendu, je ne garantis aucun détail topographique. Etait-ce le pont des Bergeries ou un autre ? C'est d'un intérêt secondaire. Je ne certifie vrai que le fond de l'aventure.)

Le général confie deux escadrons à l'un de ses colonels, dont le nom m'échappe. Celui-ci, venant d'un point opposé, descendra le cours de la Seine, le long de la rive droite, jusqu'au pont indiqué, pendant que lui-même, Gallifet, avec les deux autres escadrons, remontera le fleuve, le long de la rive gauche, pour rejoindre le colonel. Par malheur, de 1867 à 1870, notre héros avait commandé un régiment de chasseurs au fond de l'Afrique. En revenant de captivité, il était allé droit à Versailles, si bien qu'il ignorait les travaux d'art exécutés depuis quatre ans entre l'enceinte des fortifications et les forts qui commandent Paris. En arrivant près du pont des Bergeries (encore une fois, je ne garantis pas le nom), le général se trouve en face d'un bastion formidablement défendu. De plus, M. Thiers avait commis une petite... toute petite erreur. Les gardes nationaux n'étaient pas trois cents, mais trois mille.

Battre en retraite ? Impossible. Pas un coup de fusil n'a encore été tiré entre les deux armées : mais les Parisiens sentent trop malins pour laisser échapper ces deux escadrons qui sont venus se prendre au piège. Une seule chance de salut : l'audace. Le général donne l'ordre de charger : personne ne bouge. N'oubliez pas qu'à la fin de mars on n'était qu'à moitié sûr de la fidélité des troupes. Le général réitère son ordre : même immobilité. Moi qui le connaissais bien, j'imagine qu'il dut penser : « Nous sommes f...ichus ! »

Tout à coup, une idée lui vient : « Un officier ! » appelle-t-il. Ce fut le lieutenant Bernard d'Harcourt qui se présenta le premier. Et tous les deux partirent au petit trot dans la direction de l'ennemi. A mesure qu'ils avançaient, les gardes nationaux se déployaient en demi-cercle de façon à envelopper les deux officiers. M. de Gallifet restait impassible ; M. Bernard d'Harcourt souriait. Enfin ils arrivèrent au milieu des commandants et le cercle se referma. M. Bernard d'Harcourt alluma une cigarette, et se disait, je suppose : « C'est un malin s'il nous tire de là ! » Le général lève la main et dit : « Où est le chef ? » Un vieux lieutenant-colonel se présente. « Ecoutez-moi bien, reprend Gallifet. Je ne viens pas ici en ennemi, mais en parlementaire. La preuve, c'est que mes deux escadrons sont restés là-bas, et que je suis seul avec un de mes officiers. Il n'y a pas eu encore un seul coup de fusil tiré entre Versailles et Paris. Le président de la République vous fait dire que, si vous mettez bas les armes aujourd'hui, tout le monde est amnistié. Par contre, si vous refusez, guerre à outrance à partir de demain. » Un grand tumulte éclate, que le vieux lieutenant-colonel apaise d'un geste. Une espèce de conseil de guerre se réunit à la hâte. Et pendant qu'il délibérait inégalement et menaçait pleuvaient sur les deux soldats de l'armée de Versailles : M. Bernard d'Harcourt, toujours bagueur et toujours fumant des cigarettes ; M. de Gallifet, attendant les bras croisés. Enfin le lieutenant-colonel s'avance, et d'une voix nette :

« Mon général, dites à M. Thiers que nous refusons. Nous ne jetterons nos chapeaux qu'en échange de nos franchises municipales. Quant à vous, messieurs, votre caractère de parlementaires vous rend

sacrés. Camarades, ouvrez les rangs ! Et comme nous avons devant nous l'officier général qui commandait la char'e de Sedan... présentez armes ! »

Les rangs s'ouvrent, les soldats présentent les armes, et clairs et tambours de battre aux champs ! Savez-vous que la scène est tout simplement sublime ? Comme le général s'éloignait avec son aide de camp improvisé, celui-ci lui dit un mot admirable : « Au pas, mon général, au pas !... ou ces gaillards-là croiront que nous fichons le camp ! »

Une heure après, M. de Gallifet, suivi de ses deux escadrons, rejoignait sur la rive droite le colonel et les hommes. Celui-ci, plus adroit ou plus chanceux, avait fait quatre cents prisonniers. « Désolé, mon cher colonel, désolé, dit le général, mais aujourd'hui nous sommes des parlementaires et non des ennemis. » Et il fit remettre en liberté les quatre cents commandants.

Trois semaines plus tard, les chasseurs de Gallifet lui rameneront un lot de captifs, parmi lesquels le vieux lieutenant-colonel à barbe blanche. Le général lui remet un rouleau de vingt-cinq louis et lui rend la clé des champs.

## Les obsèques de Mme Agar.

Paris, 31 août.

Ce matin, à dix heures, le cercueil contenant les restes de Mme Agar a été transporté de la gare de Lyon au cimetière Montparnasse, où a eu lieu l'inhumation. Seuls, M. Marye, mari de l'actrice, et M. Lavril, un des amis de la famille, ont suivi le cortège jusqu'à l'Odéon, où rendez-vous avait été donné aux nombreux amis et admirateurs de la tragédienne. Là, le cortège s'est formé ; de nombreuses couronnes avaient été envoyées dès le matin et placées sous le péristyle de l'Odéon. On remarquait entre autres une très belle couronne de fleurs naturelles avec cette inscription : « La Comédie française » ; une couronne en perles noires et blanches, portant ces mots, sur un large ruban mauve : « A Madame Agar, le directeur et les artistes du théâtre national de l'Odéon », etc.

Les cordons du poêle étaient tenus par MM. Catulle Mendès, Mounet-Sully, Armand Silvestre et Léon Dieux.

Une foule très nombreuse se tenait sur la place de l'Odéon et a suivi le cortège jusqu'au cimetière. Là, M. le pasteur Hirsch a fait une prière et rappelé en quelques mots la vie de Mme Agar.

M. Catulle Mendès, au nom des poètes, a adressé un éloquent adieu à la grande actrice.

Enfin, M. Huret, au nom des loges maçonniques, a prononcé quelques paroles.

## L'œuvre de la mission Crampel.

Le mystère qui continue de régner sur le sort de la mission Crampel a porté au plus haut degré l'intérêt que le public attache à cette mission.

On sait que, un mois environ avant que le télégraphe n'apportât de Libreville la nouvelle du massacre, un autre télégramme avait annoncé l'heureuse arrivée de la mission chez les Musulmans. Qu'y avait-il de vrai dans cette dépêche encourageante ? Que s'était-il passé entre le moment (décembre) où la mission avait quitté l'Oubanghi et le moment (mai) où elle était arrivée sur le Chari ? On comprendra que cela soit du plus haut intérêt si l'on se souvient que cette région était jusqu'alors vierge de tout passage d'un Européen, qu'elle demeurait pour ainsi dire le dernier mystère du continent africain et qu'elle formera désormais, grâce à Crampel hier, grâce à Dybowski demain, les marches du Nord de nos possessions congolaises.

Or, une lettre que le *Figaro* reçoit de Brazzaville, d'une personne en position d'être bien informée, nous fournit les seuls documents connus sur les résultats de la mission Crampel. La voici :

Brazzaville, 5 juin.

On vient d'avoir, par une voie singulière, des nouvelles de la mission Crampel, non que Paul Crampel lui-même, ou ses lieutenants Biscarrat et Nebout, qui sont maintenant fort avant dans l'intérieur, aient écrit quoi que ce soit. Mais dans les premiers jours de mai, on a vu arriver au poste de Bangui sept hommes de la mission, commandés par le capitaine sénégalais Samba-Sidi. Ainsi que le certifiait une lettre signée par Nebout, ils avaient été régulièrement renvoyés. Ces hommes ont accompagné l'avant-garde jusqu'à El-Kouti, où ils sont arrivés après vingt deux jours de marche effective et soixante-trois jours de voyage.

Voici le résumé de ce qu'ils ont raconté :

A partir de l'Oubanghi, durant quatre jours, on rencontre les plaines vallonnées habitées par les Langouassins ; elles sont coupées vers le troisième jour par un grand marigot d'un passage difficile. Le quatrième jour, on rencontre encore un marigot. Le cinquième jour, la route pierreuse est moins marquée ou s'élève par des pentes abruptes. Les populations sont, comme aux environs du Nord de Bangui, des Sa-Bangas, indigènes robustes, munis de belles armes et dont l'existence se passe à guerroyer contre les Arabes.

C'est pour ainsi dire l'arrière-garde aguerrie et résistante du fétichisme, repoussée peu à peu au Sud par les musulmans.

Plus la mission avançait, gravissant la montagne, plus les habitants devenaient farouches ; leurs villages, perchés sur des rocs presque inaccessibles, se vidaient subitement à l'approche de l'avant-garde.

Quatre jours de marche suffirent pour franchir cette ligne de faite ; puis la plaine recommença, mais déserte, dépeuplée par les ravages des Arabes chasseurs d'esclaves.

Dans cette région habitée seulement par de nombreuses bêtes féroces, la mission eut beaucoup à souffrir de la faim et de la soif. Le vieux sergent Bouna, médaillé militaire, mourut ; cinq Toucouleurs désertèrent. Trois sont revenus à Bangui, les deux autres errent encore dans le pays ou sont morts.

La mission rencontra dans cette région inhabitée un des bras du Chari et le suivit. La disette était à peu près finie ; on tua un lion et un rhinocéros. Tous les soirs, M. Crampel prenait des précautions minutieuses pour la garde du camp.

C'est au sortir de la région inhabitée que la mission tomba dans un gros village de noirs convertis au mahométisme, qui leur fit bon accueil. Ils parlèrent à M. Crampel du chef Yousouf, habitant la ville d'El-Kouti, et lui donnèrent des guides pour se rendre auprès de lui. L'avant-garde y parvint par une route bien entretenue. Elle trouva là des musulmans, à la face voilée comme les Touaregs, plus nombreux que la mission Crampel tout entière.

Ils étaient armés de fusils Spencer, Remington, Martini, de fusils à piston, de fusils à pierre arabes et européens. Tout le monde fit grand accueil au voyageur français. On hissa notre pavillon national sur sa demeure, et les indigènes venaient le saluer soir et matin, après la prière. Yousouf pria Crampel de prendre le costume des musulmans et lui en envoya un fort beau dans sa case. Des estafettes partirent dans toutes les directions, portant des lettres écrites en arabe et en français, dans le Baghirmi, le Wadai, le Bornou, chez les Touaregs du Sud, — cette dernière accompagnée d'une lettre de Ischekkad-ag

Rholi, le Touareg qui accompagnait Crampel. Les estafettes portaient également des pavillons français.

El-Kouti a tout à fait l'aspect d'une ville musulmane noire du Sénégal. On y trouve des chameaux, des ânes, des mulets. Les chevaux manquent, mais il est facile de s'en procurer.

On raconta à El-Kouti que Massenya, capitale où réside le Cherif du Baghirmi, se trouve à quinze journées de marche d'El-Kouti, à travers un désert où il faut transporter l'eau à dos de chameau.

L'ingénieur Lauzière accompagnait M. Crampel à l'avant-garde. Le chef de la mission le renvoya en arrière pour aller chercher et guider Nebout vers El-Kouti. C'est durant cette rude marche que M. Lauzière qui, jusqu'alors, avait bien résisté, fut pris de la dysenterie. Il succomba à ses atteintes en arrivant à Dapa, où se trouvait Nebout avec l'arrière-garde les bagages.

Quand les Sénégalais congédiés quittèrent M. Nebout, celui-ci se mettait en marche pour rallier l'avant-garde. A ce moment, la mission tout entière avait perdu 39 de ses membres : 2 blancs, MM. Orsi et Lauzière, morts de dysenterie ; 37 noirs morts, déserteurs ou congédiés. Elle demeurait, par conséquent, avec un effectif de 3 blancs et 89 noirs bien armés et en bon état.

Il résulte de ces renseignements intéressants que Crampel qui se présentait non en conquérant, mais en voyageur et en négociateur, a été d'abord parfaitement accueilli par les musulmans du Baghirmi. S'il a été ensuite assassiné, ce ne peut être en conséquence des lettres envoyées par les estafettes, car celles-ci n'auraient pas eu le temps matériel de revenir, mais soit par quelque fanatisme isolé, soit par suite d'ordres donnés antérieurement. Quoi qu'il en soit, et si l'arrière-garde a battu en retraite sans avoir vérifié l'histoire du massacre, nous ne saurons la vérité sur ce qui s'est passé à El-Kouti que lorsque l'avant-garde des nouvelles expéditions aura atteint cette ville.

## La récolte du blé.

M. C. Dornbusch publie dans un journal anglais l'évaluation de la production du blé dans le monde, en 1891, avec les quantités probables qui pourront être importées ou exportées. D'après cette statistique, la production dans le monde entier serait, cette année, de 378,450,000 hectolitres, contre 478,500,000 en 1890 et 401,501,000 en 1889, soit une diminution respective de 100,050,000 et 23,200,000 hectolitres.

Ce sont la France et la Russie, les deux grands pays producteurs de blé en Europe, qui contribuent le plus à cette diminution.

Le déficit de la récolte du seigle aura son importance au point de vue du mouvement du blé, mais il est encore trop tôt pour se hasarder à dire quelle sera cette importance.

Les pays importateurs devront, pour satisfaire à leurs besoins, tirer 145 millions d'hectolitres des pays exportateurs qui n'ont que 133,400,000 hectolitres disponibles, soit un déficit de 11,600,000 hectolitres.

L'évaluation de M. Dornbusch ne peut être encore considérée comme définitive, cependant un journal français qui jouit en ces matières d'une grande autorité, le *Bulletin des Halles* la considère comme juste dans ses chiffres principaux.



usage exclusif. En général, ils n'ont pas l'air de s'en douter.

— On nous écrit :  
« M. Spellerini continue ses ascensions en ballon. Aujourd'hui, à 5 heures, il y avait plus de monde que jamais pour voir l'aéronaute et ses compagnons s'élever.

« Le ballon s'est dirigé d'abord sur la ville, au-dessus de laquelle il a stationné longtemps, puis il s'est acheminé vers l'Ulrichberg. Il a commencé à descendre sur le petit hameau de Frisberg, rasant de fort près la montagne; aux yeux des milliers de Zurichois qui interrompaient leur promenade dominicale pour suivre des yeux l'aéronaute, il atterrit pendant quelques minutes sur la montagne de l'Ulrich, — peut-être pour déposer un voyageur, — puis remonta vivement à 2400 mètres en jetant du lest, et disparut du côté de Baden.

« Le ballon est descendu à Hüngg. »

VALAIS. — On écrit de Champéry au Journal de Genève :

« La première ascension de la cime de l'Est de la Dent-du-Midi, par le versant Nord (côté val d'Illeiz), depuis les chalets de Soix, par la voie et le couloir de Chalin, à l'arête (3032 m.), entre la cime de l'Est et la forteresse, a été faite le 27 août par deux membres du Club alpin suisse, MM. de Breugel, surnommé l'habile couloir du guide P. Delé, de Salvan. D'après les informations prises, cette route doit être une des plus difficiles et dangereuses. Partis de l'arête de Soix, les ascensionnistes ont attaqué les rochers à la base de la cathédrale pour monter sur une vire neigeuse (qu'ils proposent de nommer vire de Chalin) les assises inférieures de la forteresse jusqu'au glacier supérieur de Chalin. De là, le guide Delé a dû tailler pas moins de 76 marches pour traverser l'effroyable couloir de glace qui s'en va disparaître, avec une inclinaison de 62° à 63°, sous les sèches surplombantes du glacier supérieur de Chalin dans les abîmes du val d'Illeiz. Suivant alternativement un couloir de neige et les arêtes de la cime de l'Est, longeant à gauche la cascade de séracs, les ascensionnistes sont arrivés, après huit heures d'escalade vertigineuse, sur le point (3032 m.) qu'ils ont franchi en col, de Champéry au glacier de Plan-Né et baptisé du nom de « col de la cime de l'Est ».

« Quelques jours auparavant, les mêmes ascensionnistes ont fait la première ascension de cette année de la Dent Jaune, du massif de la Dent-du-Midi. »

## CANTON DE VAUD

**Poursuites et faillites.** — Le Conseil d'Etat et le Tribunal cantonal réunis nommeront, le 11 septembre, les préposés aux poursuites et aux faillites. Il y a un très grand nombre de candidats.

**VEVEY.** — M. Massenet a quitté le Grand Hôtel de Vevey. Il emporte entièrement terminée, dit le Journal des Débats, la musique du ballet destiné à accompagner sur l'alcôve de l'Opéra de Vienne son drame lyrique en quatre tableaux, *Werther*, dans le cas où celui-ci serait jugé trop court pour remplir la soirée.

Le ballet a pour titre : *Le carillon*, légende mimée et dansée en un acte, de MM. E. van Dick et Camille de Roddaz.

— L'assemblée de paroisse de Vevey a nommé dimanche un nouveau conseil de paroisse. Il y a eu 63 électeurs.

Ont été nommés membres du conseil :

MM. Francis Pernoux, Gabriel Ansermet, Jules Aubert, Jean Duvoisin, Louis Coigny, Ed. Vuodons, Jules Jomini, Charles Boulenaz, François Lavanchy et César Fanel.

Les suppléants sont : MM. Gétaz-Caillet, Delapraz-Richard, F. Renaud, Marius Roy, F.-L. Raymond, Emile Meystre.

## LAUSANNE

**Presse.** — L'*Estatette* a changé de propriétaires et de rédacteur. Dés aujourd'hui, elle est dirigée par M. Georges Gaulis. Nous souhaitons la bienvenue à ce nouveau confrère.

**Landwehr.** — La troupe des bataillons de landwehr n° 7, 8 et 9, est entrée en service ce matin. Les deux premiers bataillons sont casernés à Lausanne; le troisième est cantonné à Romanel. Le régiment partira dimanche pour le canton de Thurgovie.

**Lausanne-Ouchy.** — Pendant la fête de la navigation, soit vendredi, samedi et dimanche, le chemin de fer Lausanne-Ouchy a transporté 17,000 personnes.

**La nouvelle Poste.** — La commission chargée par le Conseil fédéral de l'expropriation des terrains Grenier en vue de la construction de la nouvelle Poste, se réunira le 16 septembre prochain pour procéder à cette opération.

**Bâtiments publics.** — Les travaux de charpente du bâtiment du département militaire et de l'économat, à la Cité, ont été adjugés à M. Cudonod, charpentier, à Lausanne. La charpente devra être terminée en deux mois.

**Mortalité.** — M. le Dr Chavannes, vérificateur des décès de la commune de Lausanne, nous adresse la communication que voici :

« La mortalité de la commune de Lausanne, y compris l'hôpital cantonal, après avoir varié pendant les premiers mois de l'année entre 70 et 90 décès par mois, s'est réduite considérablement pendant les trois derniers mois. Elle a été de 57 décès au mois de juin, de 55 au mois de juillet, et est enfin tombée à 43 décès au mois d'août, nombre très inférieur à la moyenne, qui est de soixante par mois environ, dont un seul cas ayant pour cause la fièvre typhoïde.

Depuis plusieurs années le taux de la mortalité n'était jamais descendu aussi bas qu'actuellement. »

**Un testament.** — Par testament homologué le 29 août par le juge de paix du cercle de Lausanne, M. Louis-François Le Blanc, décédé dernièrement à Lausanne, a institué pour son unique héritier l'Etat de Vaud et a désigné pour exécuteur testamentaire le directeur de la Banque cantonale, le chargeant de soumettre sa succession à bénéfice d'inventaire.

Le défunt n'a point fait de legs nominatifs, mais il donne à tous ses créanciers le dix pour cent du chiffre de leurs créances.

Voici le texte de l'article qui renferme cette disposition :

« Je lègue à tous mes créanciers à un titre quelconque qui justifieront de cette qualité par un écrit revêtu de ma signature le 10/0 du chiffre de leurs créances, en y comprenant le capital et les intérêts, à cinq pour cent de l'origine de la dette. Indépendamment de ce legs, je veux que mes créanciers soient acquittés intégralement de ce qui leur sera dû en capital et intérêts sans qu'aucune prescription puisse leur être opposée pour ces derniers. Le droit de mutation sur ces legs sera à la charge de mon héritier institué. »

La fortune léguée à l'Etat de Vaud est d'environ 11,000 fr. On ignore encore le montant des dettes dont elle est grevée.

Le testament, instrumenté par le notaire Charles-Félix Moret, est du 5 avril 1870.

## CHRONIQUE JUDICIAIRE

### TRIBUNAL CRIMINEL D'AUBONNE

Audience du 31 août.

#### Un acte de brigandage.

Aubonne, 31 août.  
La salle du tribunal criminel d'Aubonne, l'une des plus belles du canton, présentait ce matin un aspect singulier : comme elle est située au Château, en plein quartier des écoles, une foule de jeunes gens des deux sexes n'avait pas tardé à l'envahir pour assister à l'interrogatoire du criminel de dix-huit ans, à peine plus âgé qu'un ours, qui était assis au banc des accusés. — Le temps brumeux favorisait d'ailleurs ce genre de spectacles : tous ceux dont les travaux agricoles ne sont, étant donné la saison, possibles que par un beau soleil, y viennent volontiers passer une heure ou deux : entre deux suspensions d'audiences, on suit avec intérêt la lutte engagée entre l'accusation et la défense, on note les mots curieux, et, à chaque incident nouveau, l'on marque les points.

Pendant que M. le greffier Perret donne lecture des pièces avec cette gravité élégante et nette propre aux greffiers qui ont tenu la plume sous l'ancienne procédure, — ils ne sont plus très nombreux aujourd'hui, — nous pouvons examiner à loisir les traits de l'accusé. Ils ne présentent rien de saillant : une pauvre figure intelligente et apathique, que n'éclaircit aucune lumière une paire d'yeux noirs fendus en amande, un teint pâle marqué de taches de rousseur, ou la première poussée de poil follet se voit à peine, ont la première prime abord Auguste Liardon. On l'interroge, et il balbutie des demi-réponses qui varient suivant la façon dont la question se trouve posée; au souvenir du crime, rien ne se réveille en lui; il ne laisse apercevoir ni remords, ni regrets, et, sans rien préjuger sur l'issue du procès, l'on ne peut s'empêcher de se demander des maintenant s'il se rend compte du caractère de l'action qu'il a commise.

#### L'ATTENTAT

La victime, dame Zwahlen, ajoute peu de détails à ceux déjà connus : Dame Zwahlen hésitait sur la route à suivre pour se rendre à la ferme d'Es Bons, quand elle fit, le 31 mai dernier, la rencontre de Liardon ;

celui-ci se tenait non loin de la route, assis et la tête baissée. Dame Zwahlen lui ayant demandé le chemin, il la renseigna, puis au bout d'un instant il la rejoignit sans mot dire ; près du pont qui traverse l'Armary, il l'interpella et l'engagea à prendre un sentier qui côtoyait le cours du ruisseau. Ce sentier, expliquait-il, devait aller beaucoup. Dame Zwahlen s'y engagea sans soupçon ; il lui paraissait que Liardon cherchait seulement à obtenir d'elle un pourboire. Soudain, comme tous deux marchaient le long du ruisseau d'arbres qui borde le cours d'eau, Liardon se précipita sur dame Zwahlen, la terrassa et se mit en devoir de la frapper à la carotide avec le couteau ouvert qu'il tenait à la main : il ne réussit qu'à maltraiter et blesser horriblement sa victime. Le couteau pénétra dans la bouche, faisant à la joue une plaie de sept centimètres de long, pour atteindre la langue, où il laissa une entaille de deux centimètres et demi.

Le sang jaillissait contre la blouse de Liardon ; Quand dame Zwahlen eut réussi à se dégager, son agresseur alla tranquillement se laver les mains dans l'Armary. On le saisit peu après, sans qu'il opposât de résistance.

Dame Zwahlen est convaincue que Liardon voulait sa mort pour pouvoir la voler. Elle remarque toutefois que, peu avant de la frapper, Liardon s'est arrêté un instant, hésitant et l'œil hagard, sous un noyer.

Liardon ne conteste pas l'ensemble de ces faits ; il reconnaît avoir fait, avant le crime, quelques pas avec son couteau déjà ouvert dans sa poche ; il voulait, explique-t-il, « donner un mauvais coup », mais non voler. Ses dires sont d'ailleurs incohérents et contradictoires.

#### LES ANTECEDENTS DE LIARDON.

L'accusé est né à Gland en 1873 d'un père âgé de près de soixante ans. Envoyé assez tard à l'école, il n'y fit guère de progrès ; il avait mis plusieurs années à apprendre à parler ; il lui fut impossible d'apprendre à lire et à écrire ; sa mère raconte qu'il oubliait les lettres de l'alphabet à mesure qu'on les lui enseignait. Il ne sut jamais compter au-delà du chiffre vingt, et encore ne parvint-il à ce chiffre que difficilement.

M. Ch. Gaillard, instituteur, remarquant la faiblesse d'intelligence de son élève, en nanait à plusieurs reprises expressément le département de l'instruction publique ; il finit par obtenir de la sorte que Liardon fut dispensé de suivre les écoles. D'autre part, le temps de la première communion venu, le pasteur de la paroisse d'Aubonne refusa d'admettre le jeune homme à la sainte Cène, estimant que celui-ci était incapable de se rendre compte de la signification d'un pareil acte.

Dans ses relations avec ses camarades, Liardon se montrait sournois et dédaigneux ; il recherchait la compagnie des enfants plus jeunes que lui, et était parfois auprès d'eux l'objet de railleries ; on l'avait surnommé « Gorille », provoqué, il devenait alors méchant ; mais, connaissant son caractère, on le laissait le plus souvent tranquille.

Lorsqu'on le brusquait un peu, il se mettait à pleurer, et ne savait plus ce qu'il faisait ; parfois il avait des crises de bizarrerie et paraissait vouloir se jeter sur les gens ; il fallait alors l'asperger d'eau dans le visage pour le calmer et le ramener à lui. Il s'est plaint, le soir du crime, peu avant le moment où il fut arrêté, d'avoir comme un brouillard devant les yeux.

Vis-à-vis de ses parents, il lui arrivait de se mal conduire, d'enlever de l'argent sans permission. Il s'est rendu coupable de la même faute, avec des ruses compliquées, vis-à-vis des maîtres qui l'employaient. Maraudant les fruits, dénichant les oiseaux, il se montrait souvent cruel et attachait à ceux-ci pattes et ailes. Il mettait aux pilonnies fréquentes qu'il commettait de la ruse et de la malice.

#### LA QUESTION DE RESPONSABILITÉ.

M. le docteur Pachoud, directeur de Cery, estime qu'il résulte clairement des témoignages et des renseignements fournis sur le compte de Liardon, que celui-ci est dans un état d'imbécillité caractérisée.

Liardon a, en effet, la plupart des vices des imbéciles : rusé, malin, menteur, voleur, entêté, querelleur et irascible, il ne lui manque aucun de ces traits. A côté de cela, nul contre-poids ; la volonté et le jugement sont presque inexistantes chez lui. Il cède à l'impulsion brutale qui mène droit au but, et ne voit pas les obstacles que l'éducation réussit à opposer chez d'autre à cette impulsion. L'imbécillité n'est pas nécessairement destinée de toute espèce de faculté ; si on s'occupe de lui, si on le surveille de près, on peut lui faire atteindre un certain degré de culture ; on réussit, par exemple, à lui faire apprendre un métier, un art, une ou plusieurs langues ; mais cette éducation n'est communément possible que chez les imbéciles riches, et encore suppose-t-elle chez celui qui doit en profiter des conditions spécialement favorables. Quand elle fait défaut, on se trouve en présence d'être pareils à Liardon, qui cèdent sans frein, ni répression à leurs penchants naturels au vol, au men-

songe, etc. ; Liardon n'est d'ailleurs ni délinquant, ni halluciné ; surveillé de près, dirigé dans son travail, il pourrait se conduire d'une façon satisfaisante ; abandonné à lui-même, il est entièrement incapable de pourvoir à ses besoins et de régler son existence, et de résister à ses inclinations.

M. Pachoud conclut à l'irresponsabilité de Liardon.

M. le procureur-général Decoppet a combattu ces conclusions, qu'il estime trop absolues. On ne peut pas dire, sans doute, que Liardon soit un jeune homme d'une intelligence normale ; mais il n'en est pas moins vrai qu'il combine fréquemment ses actes avec une sagacité et un esprit d'invention que l'on ne saurait attendre d'un imbécile.

Liardon a donné, dans un cas frappant, un exemple de cette ingéniosité. — Son patron, M. Hugonnet, lui confia 4 francs pour payer une note ; Liardon dépense les 4 francs à l'auberge et rentre chez lui. Lorsqu'on lui demande ce qu'il a fait du reçu qu'on doit lui avoir remis, Liardon imagine sur le champ la fable suivante : il dit qu'il n'a rencontré que la femme du fournisseur auquel la note était due, et que celle-ci étant Allemande et ne parlant pas français, n'a pu lui donner de reçu ! — Ce fait est loin d'être isolé. Dénoté-t-il chez son auteur le degré d'imbécillité nécessaire pour entraîner l'irresponsabilité ?

M. Dubuis, licencié en droit, développe dans une plaidoirie très complète la thèse de l'irresponsabilité, qu'il fonde essentiellement sur les dires des témoins, sur ceux de l'accusé, et sur le rapport d'expertise de M. le Dr Pachoud.

#### LE JUGEMENT

A quatre heures de l'après-midi, le jury est entré en délibération.

Deux questions lui étaient posées :

1<sup>re</sup> celle de savoir si Liardon était coupable de brigandage, soit de vol à main armée ;

2<sup>de</sup> celle de savoir si Liardon se trouvait lors de l'exécution du crime dans un état de démence ou d'infirmité le mettant hors d'état d'apprécier les conséquences et la moralité de ses actions.

La première question a été résolue affirmativement à l'unanimité, la seconde négativement, également à l'unanimité.

En conséquence, Liardon, reconnu responsable, a été condamné par la cour à 6 ans de réclusion conformément aux conclusions du ministère public.

## DÉPÊCHES

**Londres, 1<sup>er</sup> septembre.** — Des avis de Berlin au Standard confirment que les réclamations de la Russie relatives à la liberté du passage des Dardanelles pour les vaisseaux russes ont été prises en considération et que l'indemnité demandée pour la retenue du vapeur *Moscou* a été accordée en plein.

Les Dardanelles seront ouvertes dorénavant aux vaisseaux russes, et fermés, comme du passé, aux navires des autres nations.

Le Standard regrette l'acte de soumission humiliant consenti par le sultan à l'égard de la Russie.

Il croit que le sultan n'aurait pas ainsi abandonné son droit de souveraineté s'il n'était pas isolé devant les menaces de la Russie.

Les puissances doivent protester et réclamer le maintien des traités. Il faut qu'elles agissent de concert.

**Vienne, 1<sup>er</sup> septembre.** — Les journaux annoncent que jeudi soir, entre Thal et Lienz, un éboulement s'est produit à l'improviste. Le menace d'intercepter complètement la vallée de la Drave. Cette rivière a été refoulée considérablement. La masse éboulee est évaluée à 200,000 mètres cubes, 4 hectares de forêts ont été emportés. Cela, joint à la crue énorme de la Drave, fait craindre un déplacement du lit de cette rivière. Les villes élevées ne sont pas menacées jusqu'à présent. Les travaux sont poussés jour et nuit avec activité.

**Paris, 1<sup>er</sup> septembre.** — Les dépêches de Troyes constatent une affluente inaccoutumée d'étrangers, principalement d'Allemands, dans la région des grandes manœuvres.

Une manifestation s'est produite hier à Cauterets en l'honneur du baron de Mohrenheim, qui a été accueilli par des acclamations enthousiastes. Un punch a été servi dans la soirée. Le préfet des Hautes-Pyrénées, M. Co-

lomb, a porté un toast au tsar et à la Russie. Le marquis de Breteuil, député royaliste du département, s'est associé aux paroles du préfet.

Le baron de Mohrenheim a remercié. Il a porté un toast à la France et à M. Carnot.

Ed. Fehr, éditeur.

**Étoffes de soies noires de Lyon** — de C. J. Bonnet et Cie, de Lyon. — de fr. 6.10 à fr. 17.55 par mètre, exécuté franco par coupes de robes et pièces entières, G. Stenberger, dépôt de fabrication de soie à Zurich. Échantillons franco par retour du courrier. 2834

## Purifiez le sang

en lui donnant de nouvelles forces avec une cure de **dépuratif Golliez** à base de phosphates et fer. Excellent pour les enfants qui ne supportent pas l'huile de foie de morue. — En flacons de fr. 3 — et fr. 5.50 ; ce dernier suffit pour la cure d'un mois. — Exigez la marque des deux palmiers sur chaque flacon. 691

Vente en gros : pharmacie Golliez, Morat.

## Avis aux indigents !

Il est généralement connu que, l'année passée, le pharmacien Rich. Brandt, Schaffhouse, a expédié gratuitement plus de 20,000 boîtes de ses pilules suisses à des indigents !

Et toujours de nouveau, M. R. Brandt invite les pauvres souffrants à ce qu'ils s'adressent à lui pour recevoir ses pilules suisses qui se trouvent aujourd'hui en usage dans presque chaque famille comme le meilleur remède domestique. 4610

## Grand vin mousseux de Neuchâtel



CHAMPAGNE SUISSE

Swiss Champagne

Représentants à Ouchy :

Ch. FERRIN

Dépot à Lausanne chez

MANUEL FRÈRES

Rue de Bourg,

Représentant

à Montreux :

C. BLANCHOD

Maison à Londres

83, Queen Street, City E.C.

(J. et R. M. Craven) 169

## Voulez-vous être bien servis

et éviter les nombreuses contrefaçons, lorsque vous avez besoin de faire une cure fortifiante de cognac ferrugineux ? Exigez dans les pharmacies le cognac Golliez à la marque des deux palmiers c'est le seul connu, apprécié et prescrit par les célèbres professeurs et médecins depuis 16 ans pour combattre l'anémie, la faiblesse, etc. C'est le seul qui a été récompensé par tous les jurys internationaux des dernières expositions.

Vente en gros : pharmacie Golliez, à Morat et détail dans toutes les pharmacies et bonnes drogueries. Dans toutes les pharmacies et drogueries. 2911

**Guérison du DIABÈTE**

**LE VIN URANÉ PESQUI**

fait diminuer de 1 gr. par jour

**LE SUCRE DIABÉTIQUE**

DÉPÔT à :

Genève, BUREAU, 100, rue de la République, 100

Et dans toutes les pharmacies

Le Diabète, son traitement, brochure de 24 pp., envoyée gratuitement par la poste à toute personne qui en fait la demande à M. PESQUI, Bureaux-Bordeaux.

## SCHWYTZ & BERNE

Les quatre numéros de la Gazette rendant compte des fêtes de Berne sont en vente à notre bureau. Envoi franco contre 45 centimes en timbres ; 55 centimes pour l'étranger.

Nous possédons encore un certain nombre de collections des trois numéros relatifs aux Fêtes de Schwytz. Envoi franco en Suisse contre 35 centimes ; à l'étranger 40 centimes.

## Avis pour Vevey

Visible

## HOTEL DES 3 ROIS

du jeudi 3 jusqu'au

DIMANCHE SOIR

6 SEPTEMBRE 1891

**Départ fixé**  
sans faute  
DE LAUSANNE  
pour  
**mercredi soir**  
2 septembre 1891.

**Chemins de fer de l'Est.**  
France et Suisse (St-Gothard) via Troyes, Chaumont, Belfort.

Des services par trains directs composés de voitures de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe sont organisés entre Paris et Bâle, Lucerne (lac des 4 cantons), Göschenen (entrée du tunnel du St-Gothard), Airolo (sortie du tunnel), Bellinzona, Locarno (lac Majeur), Lugano (lac de Lugano) et Milan.

Des correspondances directes existent entre Bâle et les principales localités de la Suisse, telles que : Baden, Zurich, Zug, Aarau, Glaris, Ragatz, Coire et l'Engadine, Winterthur, Schaffhouse, Constance, Romanshorn, Rorschach et St-Gall.

Durée du trajet entre Paris et Bâle, 9 heures.

Des billets d'aller et retour sont délivrés pendant toute l'année à Paris pour Bâle, Milan, Constance, Lucerne, St-Gall, Schaffhouse, Winterthur et Zurich et inversement.

Il existe également des billets d'aller et retour dits « de saison » délivrés à Paris du 15 mai au 15 octobre inclus pour Bâle, Lucerne et Zurich.

Ces billets ont une durée de validité de 30 jours pour Bâle et de 60 jours pour Lucerne et Zurich.

Les voyageurs munis de billets directs pour Bâle et au-delà ne sont pas astreints à l'obligation du passeport pour la traversée de l'Alsace entre Petit-Croix et Bâle via Mulhouse.

#### Marché d'Echallens du 27 août.

Froment vieux, — sacs, à 24. — fr. les 100 kg.  
Avoine, — sacs, à 18. — fr. les 100 kg.  
Pommes de terre, anc., — ch., à 0.90 fr. les 20 l.  
Id., — nouv., — ch., à 1.20 à 1.30 fr. les 20 l.  
Foin vieux, — chars, à 5.50 fr. les 100 kg.  
Id., — chaux, à 4.50 fr. les 100 kg.  
Paille, — chaux, à 3.50 fr. les 100 kg.  
Beurre, de 1.45 à 1.50 fr. le 1/2 kg.  
Œufs, de 1. — à 1.10 fr. la douzaine.

**Horaires des bateaux à vapeur**  
Heures de passage des bateaux aux principaux ports de la côte suisse  
(Pour le service complet, voir les horaires.)

Départ de:	Mat.	Mat.	Dir.	Exp.	Mat.	Exp.	Mat.	Dir.	Exp.
Genève	—	6.30	—	9	14	4.30	3.40	4.45	5.40
Nyon	—	7.30	8.35	10	12	4.15	4.25	5.35	6.35
Yverdon	—	8.15	9.25	10	12.45	—	5	6.05	—
Thonon	3.30	—	—	10.55	—	—	—	—	7.30
Evian	6.05	—	—	11.30	—	3.55	—	—	7.50
Morges	—	8.55	10	—	4.30	—	5.40	6.45	—
Ducy-L.	6.50	9.30	10.30	12	10.2	4.45	6.17	7.15	8.30
Vevey	7.50	10.30	11.45	4	—	5	7.15	8.15	—
Glarus	8.10	10.50	11.55	4.25	3.30	5.25	7.35	8.30	—
Montreux	8.15	10.55	11.40	4.30	3.35	5.27	7.40	8.35	—
Chillon	8.20	11	11.50	4.40	3.35	5.35	7.50	8.40	—
Villeneuve	8.30	11.10	12	—	4.50	3.45	5.45	8	—
Sorevrot	8.35	11.15	—	—	2.15	4.05	6.40	—	—
Evian D.	6.05	8.40	10.25	14.30	4.10	3.35	5.35	7.30	—
Ouchy A.	6.40	9.20	11.05	12.10	4.50	4.15	6.05	8.30	—

Ouchy A									
	5	6 40	9 30	11 45	12 10	1 40	4 15	6 05	8 30
Départ de:									
	Mat.	Exp.	Mat.	Mat.	Dir.	Jour.	Exp.	Solr	Soir
Bouvier		7 45	7 45			12 50	2 45	4 40	5 45
Villeneuve	5 30	8 15	8 05	9 40	12 20	1 15	3 10	4 50	5 45
Chaux	5 30	8 15	8 05	9 50	12 10	1 25	3 10	4 50	5 45
Moutier	5 30	8 25	8 25	10 10	12 45	1 35	3 30	4 55	5 50
Glarens	5 40	8 30	8 30	10 05	12 50	1 40	3 35	5 00	5 55
Vercy	5 55	8 35	8 45	10 15	13 00	1 45	3 35	5 05	6 00
Ouchy-L.	6 30	9 25	9 27	11 20	2	3	4 45	6 15	7 20
Evian	7 35	10 40		—	—	—	5 20	6 55	7 50
Thon	7 50	10 45		—	—	—	5 55	7 30	8 25
Morges	8 05		10 45	12	3 30		6 40		
Clarens	8 05		11	12 40		4 40		7 15	
Nyon	8 40	11 35	11 40	1 15	3 20	4 45	6 45	7 55	
Ouchy D	9 50	12 30	1 05	2 25	4 15	5 55	7 50	8 45	
Ouchy D									
Evian Ar.	7 35	10 45	12 55	2 50	4 45	6 20	7 55		



**D. EPERON**  
absent pour trois semaines.  
4662

**Le D. HEER**  
[4679] a repris ses occupations.  
4679

**CHIRURGIEN-DENTISTE**  
S. Wyssa est de retour. 4667

**Docteur M. BOURCART**  
chirurgien-accoucheur.  
Molard, 15, Genève.

4300. Traitement des maladies des femmes par la méthode suédoise de Thure-Brandt.  
Consultations de 10 à 12 heures, jeudi excepté.

Polémiologie publique, mercredi et samedi de 5 à 7 heures.

**TELEPHONE**  
**PEINTURE & DESSIN**  
Ateliers de M. Louis Pfäfer professeur. 4671  
Réouverture le 1<sup>er</sup> septembre.  
Cours et leçons particulières.

**NOUVEAUTÉ!**  
**MIGNON**  
[4136] Cigarettes Erwiniger.

**MÉDAILLE D'OR**  
l'Exposition Universelle, Anvers 1883  
**CHOCOLAT**



**SUCHARD**  
NEUCHÂTEL, Suisse.  
Médaille d'Or  
Exposition Universelle  
Paris 1889.

**Sels naturels de Marienbad**  
en poudre  
remplaçant les célèbres eaux de Marienbad prescrites par les médecins à Marienbad.  
C'est le remède le plus efficace, agissant contre la dégénérescence, les affections des organes intérieurs, faiblesse du cœur, mauvaise circulation du sang, asthme, vertiges, oppression, somnolence, disposition à l'apoplexie, hémorrhoides.

**OBÉSITÉ**  
et leurs suites s'évitent désastreuses.  
D'autres produits, comme des pilules portant un nom similaire au nôtre, ne contiennent que des remèdes drastiques; ils sont par conséquent sans valeur et n'ont rien de commun avec nos sels naturels de Marienbad.  
Schulzmark  
Dans la plupart des pharmacies.  
Seule maison d'exportation:  
Les Salines de Marienbad.  
Dépôt général pour toute la Suisse: Paul Hartmann, pharmacien à Stettin.  
Lausanne: Pharm. C. Pischl.  
Clarens: Bührer.  
Tortil-Montreux: Engelmann.  
Vevey: G. Narbel.

**Vêtements pour Cuisiniers et Pâtisseries.**  
Vestes, blanches ou rayées, 4.50 - 5.50  
Bonnets, 4.80 - 6.  
Tabliers, -80 - 1.50  
Garantie pour le travail et excellentes qualités d'étoffes.  
Envoyez les mesures suivantes: Veste: tour de poitrine, taille. Pantalons: longueur de côté et d'entre-jambes et ceinture. Bonnets: tour de tête. Envoi contre remboursement. Echange des articles non convenables.  
Vve Kübler-Schwarz, n°600-769 BALE.  
Maison de 1<sup>er</sup> ordre pour vêtements de cuisiniers et pâtisseries.

**PENSIONNAT**  
de jeunes demoiselles  
Villa Yalta, Zurich.  
Instruction dans toutes les branches. Etude spéciale des langues allemande et anglaise. Musique, peinture, ouvrages à l'aiguille, etc. Vie de famille, soins affectueux. Maison très bien située, avec grand jardin. Prix modéré.  
S'adr., pour prospectus et références, à n°4872-4180 M<sup>me</sup> ZGRAGGEN.

**DEMANDE DE PLACE**  
4663. Un jeune homme parfaitement recommandé, de famille honorable, parlant allemand et français, cherche pour la prochaine saison d'hiver ou pour entrer à volonté, place de valet de chambre ou pour accompagner un monsieur seul ou une bonne famille. Il accepterait également place de 1<sup>er</sup> portier dans un petit hôtel. Certificats et photographie à disposition. S'adresser G. K. Postfach 3761, Interlaken.

# UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

## Programme des cours du semestre d'hiver 1891-92

(Du 15 octobre 1891 au 25 mars 1892)

### Faculté de Théologie protestante.

M. Vuilleumier, prof. ord.: Explicat. d'Esai XL et suiv., 3 h.; Lecture du liv. des Juges (pub.), 2 h.; Théolog. biblique de l'Anc. Test., 4 h.; Lectures théolog. allemandes (pr. et gr.), 2 h. — M. Combe, prof. ord.: Prem. épît. aux Corinth., 3 h.; Evang. selon S. Jean, 3 h.; Hist. du siècle de J. C., 3 h.; Flavius Joseph (pub.), 1 h. — M. Dandiran, prof. ord.: Hist. des religions, 2<sup>e</sup> partie: l'histoire, 2 h.; Hist. du christian., période mod. jusqu'en 1648, 4 h.; Hist. des dogmes, prem. période, 3 h.; Confér. dogmatiques (pr. et gr.), 2 h. — M. Emery, prof. ex.: Morale chrét., 5 h.; Bases de la morale évolutionn. de Herb. Spencer (pr. et gr.), 1 h. — M. Paschoud, prof. ord.: Homilétique, 2 h.; Hist. de la catéchèse, 2 h.; La prédication au XVI<sup>e</sup> s., 1 h.; Exerc. pratiques, 1 h.; Anal. de textes, 1 h. — Exerc. homilét. et catéchét.

### Faculté de Droit.

M. Ch. Secrétan, pr. ord.: Droit naturel privé, 4 h. — M. Walras, prof. ord.: Econom. politiq. pure, 3 h. — M. L. Grenier, pr. extr.: Droit civil, des person. et des biens, 3 h.; Droit des obligat. (code fédér.), part. génér.: les obligat., leurs sources, leurs div. espèces, 3 h.; Procéd. civ. vaud., part. content., 2 h. — M. Favey, pr. ord.: Droit pénal, hist. et théor. de ce droit, principes génér. d'après les princip. législat., 4 h.; Confér. de dr. pénal, exerc. prat., 1 h.; Droit diplomat., les consuls, 1 h. — M. Erman, pr. ord.: Dr. privé rom.: histoire, part. génér., dr. des person. et de famille, dr. réels, 6 h.; Procéd. civ. rom.; cours systém. et exégét. (lect. de Gaius IV), 2 h.; Exég. des Pandectes appliquée, 2 h.; Sémin. rom., une fois par quinz. (pr. et gr.), 1 h.; Institut., colloq. ub. Söhm's Lehrb. (pr.), 2 h. — M. Roguin, pr. ord.: Dr. civ. comparé, introduct., nationalité, mariage, filiation, 3 h.; Dr. internat. priv. général, 2 h.; Encyclop. du droit, 2 h.; Le traité franco-suisse en mat. civ. du 15 juin 1869, 1 h.; Dr. civ. génér., système des rapports de droit privé, 1 h. — M. Berner, pr. extr.: Dr. des gens, 1 h.; Dr. publ. génér., 1 h.; Dr. publ. cantonal, 3 h.; Dr. commercial, 4 h. — M. Brocher-de la Fléchère, prof.: Hist. génér. du droit: hist. du dr. dans l'antiqu., 2 h.; hist. du dr. dans les temps mod. depuis l'inv. des barbares, 2 h.; M. Jaquemot, prof.: Exposé hist. et crit. des princip. doctr. économ. et de leurs représentants dans l'âge moderne, 2 h.; Hist. de la civilisat. europ. depuis ses origines, 2 h. — M. Saldan, juge fédér.: Organism. judic. fédérale, 1 h. — M. Prélaz, lecteur: Du crédit commerc., titres nominat. à ordre et au porteur, 2 h.

### Faculté de Médecine.

M. Bugnion, pr. extr.: Anatom. hum., articulat., myolog., angéiolog., 5 h.; Dissection, chaq. jour de 8-12 et de 2-6 h.; Confér. anatom. et répét. (pr. et gr.), 1 h. — M. Herzen, pr. extr.: Physiolog. hum., 6 h.; Protégom. physiolog. (pr. et gr.), 2 h. — M. N. Löwenthal, pr. extr.: Histolog., part. génér., 3 h.; Techniq. du microscope, 1 1/2 h. — M. Stilling, pr. ord.: Anatom. et physiolog. patholog. génér., 4 h.; Cours prat. d'anat. pathol. (démonstrat. et autopsies), 4 h.; Trav. de laborat. pour élèves avancés, tous les jours. — M. de Cérinville, pr. ord.: Cliniq. médic., 7 1/2 h.; Pathol. interne, 3 h.; Anscultat. et percuss., 2 h. — M. Roux, pr. ord.: Cliniq. chirurgie, 9 h.; Patholog. externe génér., inflamm., chroniq., 2 h. — M. Rapin, pr. extr.: Cliniq. obstétric., 4 1/2 h.; Cours d'obstétric. (anomalies), 2 h. — M. M. Dufour, pr. ord.: Cliniq. ophthalmol. et méth. d'exam., 3 h.; Ophthalmol. spéc. (malad. intern. de l'œil), 2 h.; Anomal. de la refract. (pr. et gr.), 1 h. — M. Rabow, pr. extr.: Psychiatrie, 1 h.; Cliniq. psychiatr., 1 1/2 h. — M. Dind, pr. extr.: Dermatolog., syphilograph. (endoscop., cathétérisme, diag. clin.), enseign. théor. et prat., 1 h. — M. Bourget, pr. extr.: Thérapeut. et mat. méd., 3 h.; Chim. physiolog. et patholog. (laborat.), 2 h. — M. Nicolas, pr. extr.: Hygiène, le sol, l'eau, l'atmosphère, l'habitat, le vêtém., prophylax. des malad. contag., 1 1/2 h. — M. Dapples, pr. extr.: Physiq. industr. appl. à l'hygiène et aux services hospital. (pr. et gr.), 1 h. — M. L. Secrétan, pr. extr.: Otol. et laryngol., 2 h.

### Faculté des Lettres.

M. Besançon, pr. ord.: Les historiens latins, 2 h.; Lucrèce, Liv. I, 2 h.; Hist. littér. de l'Empire, 1 h.; Antiqu. milit., 1 h.; Confér. et compos. latine, 1 h. — M. Baudat, pr. ord.: Démotique, discours contre Leptine, 2 h.; Aristote, la constitut. d'Athènes, 1 h.; La poésie lyrique des Grecs, 1 h.; Confér., 1 h. — M. Renard, pr. ord.: XVI<sup>e</sup> siècle: Hist. de la lang. franc., poésie, théâtre, roman, 2 h.; L'œuvre de J.-J. Rousseau, 1 h.; Confér. et exerc. prat., 2 h.

2 h. — M. Bonnard, pr. extr.: Gramm. compar. des lang. roman. (phonétiq.), 2 h.; Hist. de la littér. franc. au moyen-âge, chansons de gestes, 2 h.; Lect. de textes vieux franc., 2 h.; Hist. de la littérat. italienne, 1 h.; Lect. de textes italiens, 1 h. — M. Maurer, pr. ord.: Lessing et Herder, 2 h.; Etude hist. de la langue allem., 2 h.; Tolstoï, sa vie et ses œuvres (pub.), 1 h.; Confér. russe, 2 h.; Thackeray (The history of H. Esmond), interprétation et explicat. du texte anglais, 2 h. — M. Duperrex, pr. ord.: Hist. rom. jusqu'à Auguste, 3 h.; Etude hist. de la 1<sup>re</sup> décade de Tite-Live (pr. et gr.), 2 h.; La révolut. franç. et l'Europe (1789-1799), 2 h.; Hist. suisse (pub.), 1 h. — M. Ch. Secrétan, pr. ord.: Droit naturel privé, 4 h.; Hist. de la philos. grecq. et rom., 3 h. — M. Walras, pr. ord.: Econom. politiq. pure, 3 h. — M. Jaquemot, prof.: Exposé hist. et critiq. des princip. doctr. économ. et de leurs représentants dans l'âge mod., 2 h.; Hist. de la civilisat. europ. depuis ses origines, 2 h. — M. Guex, pr. extr.: Hist. de la pédagogie mod. (pub.), 1 h. — M. Gergens, prof.: Lang. arabe (pr. et gr.), 2 h.; Interprétation du Coran (pr. et gr.), 2 h.; Lang. syriaque (pr. et gr.), 2 h. — M. Spiro, pr. extr.: Epigraph. sémitiq. (pr. et gr.), 1 h.; Introd. au Coran (pr. et gr.), 1 h.; Lang. et littérat. turque, 2 h.; Explicat. de quelq. livres de la Mischna, 1 h. — M. de Molin, pr. extr.: L'art de la Renaiss. ital. (pub.), 1 h.; Interprétation de l'art poétiq. d'Horace (priv. et gr.), 1 h.; Paléogr. latine (priv. et gr.), 1 h. — M. Rossier, pr. extr.: L'Europe au XVII<sup>e</sup> siècle, 2 h.; Le retour et la triomphe du bonapart. (1849-1860) (pub.), 2 h. — M. Ducasse, pr. extr.: La réact. mystiq. contempor., 2 h. — M. Maillefer, pr. extr.: Hist. de la civilisat. en Suisse depuis la Réform., 1 h. — M. André, lecteur: L'art de parler en public (pub.), 1 h.; Exerc. prat. de diction, 1 h.; Exerc. d'élocut. (leç. spéc. destinées aux étrangers), 1 h.

### Faculté des Sciences.

La Faculté des Sciences est divisée en trois sections: Sect. des sc. mathémat., physiq. et natur.; Sect. des sc. pharmaceut. ou Ecole de pharmacie; Sect. des sc. techniq. ou Ecole d'ingénieurs.

M. Amstein, pr. ord.: Calc. différent., 4 h.; Théor. des équat. différ., calc. des variat., 2 h.; Exerc. de calc., 2 h.; Théor. des fonctions, 3 h. — M. Lacombe, pr. ord.: Géom. descript., 3 h.; Géom. analyt., 3 h.; Géom. de position, 2 h.; Elem. de calc. différ. et intégr., avec exerc., 3 h.; Théor. des courbes planes (pr. et gr.), 2 h. — M. Palaz, pr. extr.: Electric. industr., 3 h.; Théor. et applicat. des courants alternat. (pr. et gr.), 1 h. — M. Ch. Dufour, pr. extr.: Astronomie, 3 h. — M. H. Dufour, pr. ord.: Physiq. expériment., physiq. génér., mécaniq. phys., chaleur, acoustiq., optiq. géométr., 5 h.; Répét. et calc. de physiq. (pr. et gr.), 1 h.; Trav. au laborat. de physiq., 1 ap.-midi. — M. Brunner, pr. ord.: Chim. inorgan., 5 h.; Chim. analyt. (volum.), 1 h.; Chim. pharmaceut., 2 h.; Toxicolog., 1 h.; Trav. au laborat. de chim., tous les jours, sauf le samedi. — M. Brélat, pr. extr.: Chim. industr., 3 h.; Anal. techniq., 2 h. — M. Chuard, pr. extr.: Chim. analyt., 1 h.; Chim. agricole (pub.), 2 h. — M. Kunz, pr. extr.: Chap. choisies de chim. organ., 2 h. — M. Renévier, pr. ord.: Géolog. génér., 3 h.; Géolog. région, Alpes suisses (pub.), 1 h.; Labor. de géolog., 2 h. — M. Golliez, pr. extr.: Minéralog. théor., 3 h.; Déterminat. de minéraux, 2 h.; Géolog. techniq., part. génér., 2 h. — M. Forel, pr. extr.: Anatom. et physiolog. génér., fonct. de relation, 3 h. — M. Blanc, pr. ord.: Zoolog., 3 h.; Confér. sur le transformisme (pub.), 1 h.; Laborat. de zoolog. et d'anatom. comp., 4 h. — M. X...: Botaniq. génér., 3 h.; Botaniq. pharmaceut., 4 h.; Laborat. de botaniq., 2 h. — M. J. Dufour, pr. extr.: Pharmacogn., part. génér., 2 h.; Chim. physiol. et pathol., 2 h. — M. B. Mayor, pr. extr.: Mécaniq. théor., 3 h.; Statiq. graphiq., 4 h.; Exerc. de mécan. théor., 2 h. — M. Chenaux, pr. extr.: Stéréotom., 2 h.; Chem. de fer, 2 h.; Dessin linéaire, 12 h.; Trav. graphiq., 4 h.; Exerc. et projets de construct., 2 h. — M. W. Grenier, pr. ord.: Elem. des machines, 1<sup>re</sup> part., 3 h.; Mach. à vap. fixes, 4 h.; Minerais, hauts-four., fontes, 1 h.; Exerc. et projets de mécaniq. — M. Dapples, pr. extr.: Combustibles, foyers d'usines, chauffage et ventilat., 2 h. — M. Melley, pr. extr.: Hist. de l'architect., 2 h. — M. A. Carrard, pr. extr.: Législat. industr., 2 h. — M. Hans Schardt, pr. extr.: Géograph. physiq., continents et océans, 2 h. — N.B. Les laborat. de physiq., de chim., de zoolog. et d'anat. comp. sont ouverts aux étudiants tous les jours de la semaine, sauf le samedi, sous la direct. des prof.

Le Recteur: A. MAURER.

## GYMNASTIQUE ET ESCRIME

### GRANDE SALLE DU CASINO-THÉÂTRE LAUSANNE

L. BRUN, professeur, assisté d'un maître d'armes et d'un maître de gymnastique. 4684

3, r. St-François LAUSANNE  
**AU BON GÉNIE**  
GRAND MAGASIN DE CONFECTION  
pour hommes, jeunes gens et enfants.  
MAISON DE TOUTE CONFIANCE  
BEL ASSORTIMENT DE 4490  
**VÊTEMENTS DE CHASSE**  
genre tout nouveau.

## LESSIVE PHÉNIX

(12 ans de succès)

le plus ancien et le seul produit de ce genre diplômé à Zurich pour ses effets avantageux attestés par des certificats authentiques.  
Se déter des nombreuses contrefaçons auxquelles sa qualité exceptionnelle a donné naissance et exiger rigoureusement sur chaque paquet la marque de fabrique le

“PHÉNIX”,  
et la raison de commerce Redard Frères, fabricants, à Morges.  
En vente dans toutes les bonnes épiceries et drogueries. 1841

## Propriété d'agrément et de rapport.

4585. A VENDRE une jolie propriété sise aux Rasses près Ste-Croix, comprenant maison d'habitation (grange, écurie et fenil), places, jardin et environ 9 poses de prés et champs. Le bâtiment, admirablement situé, jouit d'une vue magnifique sur le plateau et les Alpes suisses. Peut être utilisé pour pension d'étrangers. Affaire d'avenir. On reçoit des offres depuis 10,000 fr. sans engagement. Etude G. ADDOR, notaire, à Ste-Croix.

## Suisses à Paris.

4680. Une famille protestante de Paris, 4, rue des Abbesses, offre la pension à des jeunes gens de la Suisse romande désirant la vie de famille et des prix modérés.  
S'adr. pour références à M. le pasteur Cordey, 50, rue Truffaut.

## UNE VEUVE

[4688] de bonne famille, très recommandable, désire trouver une place de gouvernante dans une bonne famille ou pour soigner une malade. S'adr. Halle 18 au 3<sup>e</sup>, Lausanne.

## Un apprenti serrurier

[4674] qui aurait l'occasion d'apprendre en même temps l'allemand, pourrait entrer chez un bon maître de Lucerne. Il serait logé et nourri chez le patron. Offres sous chiffre L 558 Q, à l'agence de publicité Haenstein & Vogler, Lucerne.

## UNE DEMOISELLE

[4669] bavarroise, de 24 ans, désire place auprès d'enfants de 3 à 6 ans, dans une bonne famille.  
S'adres. sous H 9543 L, agence de publicité Haenstein & Vogler, Lausanne.

## DEMANDE

Une jeune fille, âgée de 20 ans, parlant l'allemand, l'italien et un peu le français, cherche place de femme de chambre dans un hôtel de Montreux, Vevey ou Lausanne.  
Adr. les offres à Al. Bucher, Blumenweg 8, Lucerne. 4675

## Une jeune personne

[4683] de 18 ans, désire une place dans une famille de la Suisse française, pour apprendre la langue et le ménage. Bons certificats à disposition.  
Offres à Elise Behlen, Hôtel de la Cigogne, Berne. nc5752y

## Femme de chambre

Une dame étrangère demande de préférence faire allemand, sachant coiffer, faire robes, bonne lingère, qui voyagerait. S'adresser Hôtel Beau-Rivage, Ouchy. App. 78.

## Apprenti boulanger.

4665. Un jeune homme de bonne famille voudrait faire un bon apprentissage de boulanger dans une ville du canton de Vaud.  
Entrée 1<sup>er</sup> octobre. S'adresser sous chiffre B 9529 L, à l'agence de publicité Haenstein & Vogler, Lausanne.

## UNE JEUNE FILLE

[4680] allemande, de bonne famille, musicienne, désire entrer dans une famille de la Suisse française, comme aide de la dame de maison ou comme demoiselle de compagnie auprès de jeunes filles. Elle donnerait des leçons d'allemand si on le désire.  
S'adres. par écrit à M. Welti, photographe, Lausanne.

## Demioiselle de magasin

[4676] est demandée pour le 1<sup>er</sup> octobre dans un grand bazar d'une des principales villes du canton.  
La préférence serait donnée à une personne connaissant les deux langues.  
S'adresser avec références et photographie sous chiffre N9563L, à l'agence de publicité Haenstein & Vogler, Lausanne.

## A LOUER

[4528] Pré-Scilla, 14 p. S'adr. à M. Allamand, notaire, Lausanne.

4576. Un jeune et robuste jardinier cherche place. Entrée à volonté. S'adr. à Ed. Benteli, jard., Weissenbühl, Landhausweg n° 6, près Berne.

On cherche, pour une campagne aux environs de Nyon,

une bonne cuisinière. Inutile de se présenter sans de bonnes références. — S'adresser à l'agence de publicité Haenstein & Vogler, Lausanne, sous H 9564 L. 4678

## A VENDRE

[4628] grande propriété près Genève, maison confort, situation, vue splend., beaux ombrag. S'adr. à M. M. Gampert, notaires, 20, Cité, Genève. nc6764x

## AVIS AUX USINIERS

4673. Pour cause de changement à vendre le matériel complet d'une huilerie avec presse hydraulique presque neuve marchant parfaitement bien. S'adresser à l'agence de publicité Haenstein & Vogler, Lausanne, sous H 9374 L.

## A LOUER

[4346] au Square de Georgette deux beaux appartements de 7 pièces chacun et dépendances. S'adr. à M. Allamand, notaire, notaire, Bourg 28, Lausanne.

## A LOUER

[4461] à l'av. de la Gare bel app., 9 p. et dép., 1<sup>er</sup> étage. S'adresser à M. Allamand, notaire, Lausanne.

## A LOUER

un joli petit logement meublé à louer, à la campagne. S'adresser à M. Paillard, notaire, à Bex. 4681

## A LOUER

[3032] meublé, le château de Greng, près Morat. S'adresser à M. Berthoud, à Meyriez.

## A LOUER

A PENTHAZ  
[4524] un appartement composé de 3 chambres, cuisine avec terrasse, devant la maison, à 15 minutes de la gare de Cossonay. S'adresser à Jean Rodin, au Château de Penthaiz. On peut entrer tout de suite.

## Confiserie

[4395] ayant bientôt 30 ans d'existence est à remettre à Montreux pour cause de départ. S'adr. à M. Allamand, notaire, à Lausanne.

## HOTEL

3070. On remettrait vers la fin de l'été ou de suite, un hôtel bien situé et jouissant d'une très bonne clientèle. Revenu assuré. Occasion exceptionnelle pour une personne connaissant la tenue d'un hôtel soigné. Facilités pour le paiement du prix de cession. S'adresser à M. Allamand, notaire, Lausanne.

## LE THÉOLOGIEN

qui a laissé un parapluie  
à Chexbres, est prié de l'échanger  
Valentin 6. 4688

## Faire-part

Cartes de visite  
Enveloppes

## DEUIL

sont livrés en 2 heures  
PAR  
L'IMPRIMERIE VINCENT  
Ruelle St-François  
LAUSANNE

## M. Alphonse Gaud, instituteur

et sa femme, à Montreux, M. et Mme Gaud, à Arveyres, M. et Mme Alexis Gaud, instituteur, à Lausanne, Mme Vve Menétray, à Poliez-le-Grand, M. et Mme Grec, instituteur, et leurs enfants, à Blonay, ont l'immense douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la mort de  
Madame  
Zélie Gaud-Menétray  
leur bien-aimée épouse, mère, fille, sœur et tante, enlevée à leur affection d'un accès de pleurésie, après une courte et douloureuse maladie.  
L'enterrement aura lieu à Montreux, rue du Petit-Chêne, mercredi 2 septembre, à 3 1/2 heures après-midi.

## ON DESIRE PLACER

[4651] un jeune homme de 18 ans d'une bonne famille de la Suisse romande ou il aurait l'occasion de prendre des leçons de français et de se perfectionner dans la conversation. Adresser les offres sous G 9490 L, à l'agence de publicité Haenstein & Vogler, à Lausanne.

## A LOUER

[4528] Pré-Scilla, 14 p. S'adr. à M. Allamand, notaire, Lausanne.

## Eric Grand d'Hautville

enlevé à leur affection le 31 août 1891, à l'âge de 18 ans. Cet avis tient lieu de faire-part.